

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 3477

[C — 2003/31401]

**17 JUILLET 2003. — Décret portant assentiment à l'avenant modifiant l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

Le Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes est chargé de présenter à l'Assemblée de la Commission communautaire française le projet de décret dont la teneur suit.

L'Assemblée de la Commission communautaire française adopte et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'avenant du 4 juin 2003 modifiant l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Cet avenant est annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2003.

E. TOMAS,

Président du Collège

W. DRAPS,

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

---

EXPOSE DES MOTIFS

La Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises s'adresse prioritairement aux indépendants et au secteur des très petites entreprises (TPE) et petites et moyennes entreprises (PME).

En œuvrant à l'amélioration de la qualification de leur personnel et de leur management, la Formation permanente contribue à renforcer la viabilité des TPE et PME existantes, favorise leur croissance et suscite la création de nouvelles entreprises, avec pour résultat l'émergence de nouveaux emplois.

La Formation permanente organisée en un réseau de Centres de formation offre au public :

— la possibilité de s'engager dans un système d'apprentissage permettant d'accéder au marché de l'emploi pour de nombreuses professions;

— une formation de chef d'entreprise qui prépare à l'exercice d'une profession indépendante ou d'une fonction dirigeante dans TPE ou une PME;

— des formations continues tout au long de la vie pour les indépendants et le personnel de TPE et PME.

Ce réseau de formation apporte sa réponse aux besoins du marché de l'emploi et de la formation en garantissant de réelles possibilités d'insertion professionnelle tout en poursuivant une mission de formation générale et en développant l'esprit d'initiative et d'entreprise auprès de jeunes.

Au cours du temps, les programmes de formation, les infrastructures et équipements des Centres, l'encadrement et le suivi des apprenants, des formateurs et des tuteurs ont sans cesse été améliorés pour accroître l'efficacité du dispositif.

De concert, la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne entendent renforcer la dynamique actuelle et lui donner de nouvelles impulsions pour accroître son champ d'action. Toutefois, pour atteindre cet objectif, une réforme des structures de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises s'impose.

Aujourd'hui, en vertu du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est régie par un accord de coopération conclu le 20 février 1995 entre les Gouvernements de la Région wallonne, de la Commission communautaire française et de la Communauté française, celle-ci étant restée compétente pour les matières relevant de l'obligation scolaire jusqu'à 18 ans, la certification des formations et l'homologation des certificats et diplômes.

L'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, dénommé « IFPME », organisme d'intérêt public de type B créé en 1992 par la Communauté française, est placé quant à lui sous la double tutelle de la Région wallonne et de la Commission communautaire française.

Toutefois, le système actuel de double tutelle peut être générateur de freins pour la définition et la mise en œuvre des politiques de formation, par les rigidités qu'il génère dans les procédures

Décisionnelles et à cause de contraintes engendrées par l'application de la clé de 80/20 % pour le financement de services communs.

En termes de qualité d'offres de service, cette situation a des conséquences peu favorables pour les bénéficiaires de la formation, à savoir essentiellement les apprentis et stagiaires de la formation de chef d'entreprise. L'attractivité de cette offre de formation s'en trouve réduite, alors même qu'elle permet d'atteindre des taux d'insertion professionnelle excellents.

En outre, depuis la création de l'IFPME, les membres du personnel sont toujours en attente de statut, et ce, vu l'impossibilité de déterminer dans les faits qui des personnes est du ressort de la Commission communautaire française ou de la Région wallonne.

Enfin, la structure actuelle de l'IFPME n'est plus adaptée à l'évolution des activités de formation qui se développent et se diversifient en fonction de besoins socio-économiques spécifiques des Régions. Ainsi, les contrats de gestion conclus, en juillet 1998, par l'IFPME avec la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon avaient déjà consacré le glissement de missions importantes des services communs vers des entités décentralisées, la « coordination wallonne » d'une part, la « direction territoriale de Bruxelles » d'autre part.

Toutefois, la volonté de maintenir la solidarité – sur une base dynamique et volontaire et non pas subie – entre Wallonie et Bruxelles et donc de ne pas rompre l'accord de coopération précité, reste intacte.

Dès lors, les Exécutifs de la Région wallonne, de la Commission communautaire française et de la Communauté française ont souhaité entreprendre une réforme des structures de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, se traduisant par la conclusion d'un avenant à l'accord de coopération du 20 février 1995 précité.

L'organisme d'intérêt public IFPME est maintenu sans modifier son statut juridique. Il est placé sous la tutelle des trois Exécutifs de la Communauté française, de la Commission communautaire française et de la Région wallonne et géré par un Conseil d'administration dont la composition n'est pas modifiée, si ce n'est une volonté d'y introduire l'égalité des genres en imposant que deux tiers au maximum des membres du Conseil soient du même sexe.

Désormais, la Communauté française, souhaitant s'impliquer plus dans l'accomplissement des missions restant dévolues à l'IFPME, lui octroiera des subventions de fonctionnement, au même titre que la Commission communautaire française et la Région wallonne, selon une clé de répartition fixée dans l'avenant.

Pour ce qui est des missions, celles-ci se concentrent sur les aspects normatifs – vérification des programmes et des modalités d'évaluation – conditionnant la délivrance d'une certification identique pour tous les Centres du réseau et son homologation par les Communautés française.

Ses missions s'articulent autour de 5 axes :

1°. Formuler des avis vis-à-vis de toutes décisions à prendre conjointement par le Collège de la Commission et le Gouvernement wallon et qui garantissent la délivrance d'une certification identique et la mobilité des apprentis et des stagiaires entre les Centres de formation francophones quelle que soit la localisation – wallonne ou bruxelloise – de l'entreprise dans laquelle se déroule la formation pratique.

Vérifier la cohérence entre les programmes d'apprentissage et de formation de chef d'entreprise proposés dans chacune des deux entités régionales, ainsi que de vérifier la cohérence entre les modalités de leur application.

Préparer les travaux de la Commission d'homologation instaurée conformément à l'Arrêté du 20 décembre 1992 de l'Exécutif de la Communauté française.

Représenter la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, dans le consortium de validation des compétences instauré par l'accord de coopération conclu le 23 octobre 2002 entre le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

Représenter la Formation permanente dans toute commission mise en place par la Communauté française visant à instaurer des passerelles entre l'Enseignement secondaire et la Formation permanente.

Parallèlement, l'avenant prévoit que la Commission communautaire française et la Région wallonne confient, chacun pour ce qui le concerne, les autres missions initialement dévolues à l'IFPME à une entité qu'elles désignent ou créent.

Il s'agit notamment de la :

Mise en œuvre de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise : promotion des formations, élaboration des programmes de formation sur proposition de commissions professionnelles, ainsi que l'agrément, la coordination et l'évaluation pédagogique des cours organisés dans les Centres;

Mise en œuvre de la formation continue pour les indépendants et les petites et moyennes entreprises, avec le concours des Centres;

Articulation avec les Centres de formations : organisation et coordination du réseau des Centres, subventionnement, proposition d'agrément, évaluation pédagogique, formation des formateurs;

Accompagnement et suivi de la formation pratique en entreprise : accompagnement des parties, y compris en matière d'orientation des candidats, présence lors de la conclusion des contrats d'apprentissage et des conventions de stage, agrément des contrats d'apprentissage afin de vérifier le respect des conditions imposées pour leurs conclusions, vérification de la qualité de la formation pratique en entreprise et de sa cohérence par rapport aux cours organisés par les Centres.

Instruction des demandes de recours relatives à l'apprentissage et à la formation de chef d'entreprise;

Représentation dans différentes instances d'avis ou d'agrément en matière de formation.

Les mécanismes de l'apprentissage imposent d'amplifier les missions qui étaient assumées précédemment par les secrétaires d'apprentissage.

Le choix a cependant été fait de ne plus les confier à des organes extérieurs, mais bien à des membres du personnel – dénommés « délégués à la tutelle » – de l'entité relevant de la Commission communautaire française ou de la Région wallonne.

Dès lors, la procédure d'agrément qui était prévue à l'article 18 de l'accord de coopération initial ne se justifie plus et les missions, évoquées essentiellement au 4<sup>o</sup>supra, deviennent celles des deux entités régionales. Elles seront assurées concrètement par le délégué à la tutelle qui assume cette fonction fondamentale de la formation en alternance, à savoir assurer le suivi de la formation pratique du jeune en entreprise.

Les articles 18 et 26 de l'accord initial ont donc été abrogés et une disposition transitoire a été prévue à l'article 53 de l'avenant pour les secrétaires d'apprentissage encore en fonction.

L'ensemble du personnel actuel de l'IFPME sera réparti entre les deux nouvelles entités régionales, lesquelles octroieront aux agents transférés un statut selon les règles de la fonction publique qui leur sont propres.

Le personnel nécessaire au fonctionnement futur de l'IFPME sera constitué quant à lui, de personnes détachées parmi les membres du personnel de services ou d'organismes relevant de la Région wallonne, de la Commission communautaire française et de la Communauté française.

Chacune des entités organise tout échange d'information entre l'IFPME et les Centres relevant de son ressort et sur lesquels elle a une mission de tutelle.

Ainsi l'accord reflète une volonté ferme de maintenir une solidarité Wallonie – Bruxelles en encourageant l'établissement de partenariats entre les différents acteurs.

Cette volonté se manifeste notamment en organisant une collaboration entre les deux entités régionales quant à l'animation des commissions professionnelles, en garantissant entre eux les conditions de mobilités des apprentis et candidats en formation de chef d'entreprise et enfin en délivrant une certification identique.

---

Avenant modifiant l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu l'article 4, 16<sup>o</sup>, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4<sup>o</sup>, et 10, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4<sup>o</sup>, et 10, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret II du Conseil de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4<sup>o</sup>, et 10, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'accord de coopération, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, portant assentiment de l'accord de coopération du 20 février 1995 précité;

Vu le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, portant assentiment de l'accord de coopération du 20 février 1995 précité;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 18 mars 1996, portant assentiment de l'accord de coopération du 20 février 1995 précité;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 novembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 14 novembre 2002;

Considérant que le système de double tutelle sur l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises (IFPME) peut être générateur de freins pour la définition et la mise en œuvre des politiques de formation, par les rigidités qu'il génère dans les procédures décisionnelles et à cause de contraintes engendrées par l'application de la clé de 80/20 % pour le financement de services communs;

Qu'en termes de qualité d'offres de service, cette situation a des conséquences peu favorables pour les bénéficiaires de la formation, à savoir essentiellement les apprentis et stagiaires de la formation de chef d'entreprise;

Que l'attractivité de cette offre de formation s'en trouve réduite, alors même qu'elle permet d'atteindre des taux d'insertion professionnelle excellents;

Qu'en outre, depuis la création de l'IFPME, les membres du personnel sont toujours en attente de statut et ce, vu l'impossibilité de déterminer dans les faits qui des personnes est du ressort de la Commission communautaire française ou de la Région wallonne;

Considérant que la structure actuelle de l'IFPME n'est plus adaptée à l'évolution des activités de formation qui se développent et se diversifient en fonction des besoins socio-économiques spécifiques des Régions;

Que les contrats de gestion conclus, en juillet 1998, par l'IFPME avec la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon avaient déjà consacré le glissement de missions importantes des services communs vers les entités décentralisées, la « coordination wallonne » d'une part, la « direction territoriale de Bruxelles » d'autre part;

Qu'enfin, il est devenu évident que, tout en gardant la volonté intacte de maintenir la solidarité – sur une base dynamique et volontaire et non pas subie – entre Wallonie et Bruxelles et donc de ne pas rompre l'accord de coopération précité, les difficultés rencontrées dans la gestion au quotidien perturbent la cohérence d'actions souhaitée au sein même du réseau des Centres de formation;

Qu'en conséquence, il convient, de commun accord, de remédier à la situation que révèle l'ensemble des constats exposés ci-dessus;

Considérant qu'il s'impose de revoir l'organisation de l'IFPME, en adoptant entre les Gouvernements de la Région wallonne, de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française un accord de coopération modificatif de l'accord, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président

M. Hervé HASQUIN;

La Région wallonne représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE et en la personne de son Ministre de l'Emploi et de la Formation, Mme Marie ARENA;

La Commission communautaire française représentée par son Collège en la personne de son Président, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne et des Relations internationales, M. Eric TOMAS et en la personne de son Ministre de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et de la politique des personnes handicapées, M. Willem DRAPS;

Ont convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. A l'article 1<sup>er</sup> de l'accord de coopération, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les modifications apportées sont les suivantes :

a) au premier alinéa, les mots « Conseil supérieur des Classes moyennes » sont remplacés par « Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises ».

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La Formation permanente comprend :

1° l'apprentissage;

2° la formation de chef d'entreprise;

3° la formation continue,;

4° le perfectionnement pédagogique. »

Art. 2. L'article 2 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. L'apprentissage est une formation en alternance, qualifiante, qui combine une formation pratique en entreprise et des cours de formation générale et professionnelle. L'apprentissage est en outre préparatoire à la formation de chef d'entreprise.

Il fait l'objet d'un contrat d'apprentissage. »

Art. 3. L'article 3 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Le contrat d'apprentissage est un contrat par lequel un chef d'entreprise s'engage à donner ou à faire donner à un apprenti, une formation qualifiante, générale et technique et par lequel un apprenti s'engage à s'initier aux matières théoriques et aux savoirs-faire utiles à l'exercice de la profession, sous la direction et la surveillance du chef d'entreprise de même qu'à suivre les cours nécessaires à sa formation.

Le contrat fait l'objet d'un agrément par l'entité visée à l'article 15*bis*.

L'apprenti suit les cours de formation dans le Centre de son choix, parmi ceux visés à l'article 16. »

Art. 4. L'article 5 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Après avis de l'Institut visé à l'article 15, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon, respectivement sur avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française, déterminent, en veillant à assurer la libre circulation des apprentis entre les Centres visés à l'article 16 :

1° la liste des professions qui peuvent faire l'objet d'un apprentissage, parmi celles visées à l'article 1<sup>er</sup>;

2° les conditions d'accès à l'apprentissage;

3° la durée de l'apprentissage, laquelle ne peut excéder quatre années;

4° les conditions d'organisation des cours, de l'évaluation continue et des examens;

5° les conditions minimales auxquelles doivent répondre les programmes relatifs à l'apprentissage;

6° les conditions garantissant aux apprentis le libre choix du centre parmi ceux visés à l'article 16.

§ 2. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent, chacun pour ce qui le concerne, après avis de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité :

- 1° les modalités relatives au contrat d'apprentissage;
- 2° les modalités de recours ainsi que les conditions d'agrément, de suspension et de retrait d'agrément des contrats d'apprentissage;
- 3° les conditions auxquelles doivent répondre les entreprises pour pouvoir dispenser une formation pratique dans le cadre de l'apprentissage. »

Art. 5. L'article 6 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. La formation de chef d'entreprise est une formation préparatoire à l'exercice d'une fonction dirigeante dans une petite et moyenne entreprise ou à l'exercice d'une profession indépendante. Elle combine, en alternance, une formation théorique et une formation pratique en entreprise. La formation théorique comprend des cours de gestion et des cours de connaissances professionnelles.

Indépendamment de la pratique professionnelle à acquérir dans une entreprise par le biais d'une convention de stage, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon peuvent prévoir, chacun pour ce qui le concerne, d'autres modalités particulières de formation pratique par type de profession.

Le candidat suit les cours de formation théorique dans le Centre de son choix, parmi ceux visés à l'article 16. »

Art. 6. L'alinéa 4 de l'article 7 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon, chacun pour ce qui le concerne et dans les cas qu'ils déterminent, peuvent prévoir la délivrance d'attestations par lesquelles le suivi partiel de la formation ou la réussite partielle des épreuves est prouvé(e), lorsque la formation est organisée sous forme modulaire ou lorsque une partie cohérente du programme de formation correspond à une réglementation liée à l'exercice d'une activité. »

Art. 7. L'article 8 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Après avis de l'Institut visé à l'article 15, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon, respectivement sur avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française, déterminent, en veillant à assurer la libre circulation des candidats entre les Centres visés à l'article 16 :

- 1° la liste des professions qui peuvent faire l'objet d'une formation de chef d'entreprise, parmi celles visées à l'article 1<sup>er</sup>;
- 2° les conditions d'admission des candidats;
- 3° la durée de la formation de chef d'entreprise, laquelle ne peut excéder trois années;
- 4° les conditions d'organisation des cours, de l'évaluation continue et des examens;
- 5° les conditions minimales auxquelles doivent répondre les programmes relatifs à la formation de chef d'entreprise;
- 6° les conditions garantissant aux candidats le libre choix du centre parmi ceux visés à l'article 16.

§ 2. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent, chacun pour ce qui le concerne et après avis de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité :

- 1° les dispositions relatives à l'organisation du stage en entreprise;
- 2° les modalités de recours de toute personne à l'encontre de laquelle une décision a été prise par l'entité visée à l'article 15*bis*;
- 3° les conditions auxquelles doivent répondre les entreprises pour pouvoir dispenser une formation pratique dans le cadre de la convention de stage. »

Art. 8. Dans le chapitre 1<sup>er</sup>, l'intitulé de la section 4 est remplacé par l'intitulé suivant « La formation continue ».

Art. 9. L'article 9 de l'accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. La formation continue est une formation qui permet à ceux qui ont achevé avec succès la formation de chef d'entreprise, aux titulaires d'une profession indépendante ou de fonctions dirigeantes dans une petite et moyenne entreprise ou à leurs collaborateurs d'accroître leur qualification professionnelle, de s'adapter aux techniques nouvelles et à l'évolution économique, juridique et sociale ou de se préparer à créer ou à reprendre une petite et moyenne entreprise. La formation continue se concrétise sous toutes les formes d'activités de formation tout au long de la vie. »

Art. 10. L'article 10 du même accord de coopération est abrogé.

Art. 11. L'article 11 du même accord de coopération est abrogé.

Art. 12. L'article 12 de l'accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon règlent, chacun pour ce qui le concerne, l'organisation de la formation continue. Ils peuvent dans les cas qu'ils déterminent, chacun pour ce qui le concerne, prévoir la délivrance de certificats de fréquentation ou d'aptitude. »

Art. 13. Dans le chapitre 1<sup>er</sup>, la section 5 comprenant l'article 13 de l'accord de coopération précité est abrogée.

Art. 14. L'article 14 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Le perfectionnement pédagogique vise à améliorer les connaissances pédagogiques et professionnelles de toute personne investie d'une mission de Formation permanente. Le perfectionnement pédagogique se concrétise sous forme de conférences, de cycles de formation ou d'autres activités susceptibles d'améliorer la valeur pédagogique.

Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon règlent, chacun pour ce qui le concerne, l'organisation du perfectionnement pédagogique. »

Art. 15. L'article 15 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. L'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, dénommé ci-après « l'Institut », créé par le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, est cogéré par le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

L'Institut est un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique et classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Il est soumis à toutes les dispositions de la loi précitée, applicables aux organismes de ladite catégorie.

L'Institut remplit les missions visées à l'article 20. »

Art. 16. Il est inséré un article 15*bis* rédigé comme suit :

« Art. 15*bis*. La Commission communautaire française et la Région wallonne confient, chacune pour ce qui la concerne, les missions visées à l'article 20*bis* à une entité qu'elles désignent ou créent. »

Art. 17. L'article 16 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. § 1<sup>er</sup>. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent, chacun pour ce qui le concerne, les conditions d'agrément et de retrait d'agrément des Centres de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommés « les Centres », sur proposition de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité.

Les Centres sont constitués en associations sans but lucratif régies par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon agréent les Centres et retirent leur agrément, chacun pour ce qui le concerne, sur proposition de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité.

L'association doit être ouverte :

1° à toutes les organisations professionnelles régionales de Classes moyennes et de travailleurs indépendants répondant aux conditions fixées par ou en vertu des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979 et ses arrêtés d'exécution;

2° aux groupements interprofessionnels, membres d'une fédération nationale interprofessionnelle répondant aux conditions fixées par ou en vertu des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 juin 1979 et ses arrêtés d'exécution.

Les statuts de l'association doivent répondre aux conditions fixées, chacun pour ce qui le concerne, par le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon. Ces statuts prévoient, notamment, l'engagement d'accomplir les missions visées à l'article 22.

§ 2. Sur proposition de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent, chacun pour ce qui le concerne, les conditions d'agrément et de retrait d'agrément des directeurs de Centres. »

Art. 18. L'article 17 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon créent, chacun pour ce qui le concerne, des commissions professionnelles.

Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent, chacun pour ce qui le concerne, les modalités de fonctionnement de ces commissions.

Les commissions professionnelles remplissent les missions visées à l'article 25.

Chaque entité visée à l'article 15*bis* peut conclure avec l'autre des protocoles de collaboration pour prévoir notamment la présence d'observateurs respectifs dans chacune des commissions professionnelles. »

Art. 19. L'article 18 de l'accord de coopération précité est abrogé.

Art. 20. L'article 19 du même accord de coopération est abrogé.

Art. 21. L'article 20 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. L'Institut a pour missions :

1° de formuler au Collège de la Commission communautaire française et au Gouvernement wallon, selon les modalités fixées à l'article 33, des avis relatifs :

a) à la liste des professions qui peuvent faire l'objet d'un apprentissage ou d'une formation de chef d'entreprise;

b) aux conditions d'accès à ces formations;

c) à leur durée;

d) aux conditions minimales auxquelles doivent répondre les programmes de ces formations;

e) aux conditions d'organisation des cours, de l'évaluation continue et des examens;

f) aux conditions garantissant pour les apprentis et pour les candidats en formation de chef d'entreprise le libre choix du centre parmi ceux visés à l'article 16;

2° de vérifier la cohérence entre les programmes d'apprentissage et de formation de chef d'entreprise proposés par chaque entité visée à l'article 15*bis*, ainsi que de vérifier la cohérence entre les modalités de leur application;

3° de représenter la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dans le consortium de validation des compétences instauré en vertu de l'accord de coopération conclu le ... entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue;

4° de représenter la Formation permanente dans toute commission mise en place par la Communauté française visant à traiter des passerelles entre l'Enseignement secondaire et la Formation permanente;

5° de préparer les travaux de la Commission d'homologation des certificats et des diplômes de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

6° de formuler, sur demande, au Gouvernement de la Communauté française, au Collège de la Commission communautaire française et au Gouvernement wallon, des avis relatifs aux missions visées au présent article. »

Art. 22. Il est inséré un article 20*bis* rédigé comme suit :

« Art. 20*bis*. L'entité visée à l'article 15*bis* a pour missions :

1° d'organiser et promouvoir, avec le concours des Centres, les formations visées au chapitre 1<sup>er</sup>;

2° d'agréer, de coordonner et de subventionner les cours d'apprentissage et de formation de chef d'entreprise organisés par les Centres et d'en assurer la surveillance pédagogique;

3° d'agréer, de coordonner et de subventionner les activités de formation continue organisées par les Centres;

4° d'organiser, avec la collaboration des Centres, le perfectionnement pédagogique;

5° de conseiller les parties et assister à la conclusion du contrat d'apprentissage ou de la convention de stage;

- 6° d'agréer les contrats d'apprentissage, de suspendre ou de retirer l'agrément;
- 7° de surveiller le déroulement de l'apprentissage et du stage en entreprise;
- 8° d'élaborer, sur proposition des commissions professionnelles, les programmes relatifs à l'apprentissage et à la formation de chef d'entreprise;
- 9° de coordonner l'organisation de l'évaluation continue et des examens dans le cadre de l'apprentissage, de la formation de chef d'entreprise et de la formation continue;
- 10° d'instruire les demandes de recours relatif à l'apprentissage et à la formation de chef d'entreprise;
- 11° de représenter la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dans le consortium de validation des compétences instauré en vertu de l'accord de coopération conclu le ... entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue;
- 12° de représenter la Formation permanente dans différentes instances d'avis ou d'agrément en matière de formation;
- 13° de formuler, sur demande, au Collège de la Commission communautaire française ou au Gouvernement wallon, tout avis relatif aux missions visées par le présent article.

Sans préjudice des missions reprises à l'article 20, confiées à l'Institut, d'autres missions peuvent être attribuées, chacun pour ce qui le concerne, par le Collège de la Commission communautaire française ou par le Gouvernement wallon à l'entité visée à l'article 15*bis*, sur avis de celle-ci et selon les modalités définies respectivement par l'Assemblée de la Commission communautaire française ou par le Conseil régional wallon.»

Art. 23. L'article 21 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. Pour l'accomplissement de leurs missions respectives, l'Institut, l'entité visée à l'article 15*bis* peuvent conclure entre eux ou avec les autres opérateurs de l'enseignement, de la formation ou de l'insertion, des protocoles d'accords ou, le cas échéant, des conventions de partenariat et de collaboration. »

Art. 24. L'article 22 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. Les Centres ont pour missions :

- 1° de gérer et promouvoir, avec le concours de l'entité visée à l'article 15*bis* dont ils relèvent, les formations visées au chapitre 1<sup>er</sup>;
- 2° d'organiser les cours, l'évaluation continue et les examens dans le cadre de l'apprentissage, de la formation de chef d'entreprise et de la formation continue;
- 3° d'assurer la guidance pédagogique des personnes inscrites aux cours;
- 4° d'élaborer les programmes et d'organiser les activités de la formation continue;
- 5° de délivrer les attestations, certificats et diplômes visés aux articles 4, 7 et 12.

D'autres missions peuvent être attribuées aux Centres par le Collège de la Commission communautaire ou par le Gouvernement wallon, chacun pour ce qui le concerne, sur avis de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité. »

Art. 25. L'article 23 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. Les Centres, sous la coordination de l'entité visée à l'article 15*bis* dont ils relèvent, prennent, dans le cadre de leurs missions, toute initiative de nature à développer ou à améliorer la formation continue. »

Art. 26. L'article 24 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. Les entités visées à l'article 15*bis* ainsi que les Centres peuvent mener conjointement avec les fédérations professionnelles et interprofessionnelles des activités de formation continue. »

Art. 27. L'article 25 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. Les commissions professionnelles ont, notamment, pour mission de formuler des avis ou de faire des propositions à l'entité visée à l'article 15*bis* dont elles relèvent sur :

- 1° le contenu des programmes en apprentissage et en formation de chef d'entreprise;
- 2° l'élaboration d'outils pédagogiques afférents à l'apprentissage et à la formation de chef d'entreprise;
- 3° les normes d'évaluation et d'examen applicables en apprentissage et en formation de chef d'entreprise;
- 4° toute initiative à prendre en matière de formation continue. »

Art. 28. L'article 26 de l'accord de coopération précité est abrogé.

Art. 29. L'article 27 du même accord de coopération est abrogé.

Art. 30. L'article 28 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 28. L'Institut est administré par un Conseil d'administration qui est composé comme suit :

- 1° un président et un vice-président;
- 2° huit membres représentant des organisations professionnelles qui répondent aux conditions fixées par ou en vertu des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979;
- 3° huit membres représentant les différentes organisations interprofessionnelles qui répondent aux conditions fixées par ou en vertu des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979;
- 4° quatre membres représentant les Centres ayant voix consultative.

Deux tiers au maximum des membres du Conseil d'administration sont du même sexe.

Les membres du Conseil d'administration ne peuvent pas faire partie du personnel des Centres. »

Art. 31. L'article 29 du même accord de coopération est abrogé.

Art. 32. L'article 30 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. § 1<sup>er</sup>. Le président du Conseil d'administration est nommé par le Gouvernement wallon sur proposition unanime des membres du Conseil d'administration. A défaut d'unanimité, le Gouvernement wallon nomme le président d'initiative.

Le vice-président du Conseil d'administration est nommé par le Collège de la Commission communautaire française sur proposition unanime des membres du Conseil d'administration. A défaut d'unanimité, le Collège de la Commission communautaire française nomme le vice-président d'initiative.

§ 2. Le Gouvernement wallon nomme :

1° six des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 2°, sur une liste double de candidats présentés par chacune des fédérations professionnelles;

2° six des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 3°, sur une liste double de candidats présentés par chacune des fédérations interprofessionnelles;

3° trois des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 4°, sur une liste double de candidats présentés par chaque Centre situé dans la région de langue française.

§ 3. Le Collège de la Commission communautaire française nomme :

1° deux des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 2°, sur une liste double de candidats présentés par chacune des fédérations professionnelles;

2° deux des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 3°, sur une liste double de candidats présentés par chacune des fédérations interprofessionnelles;

3° un des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 4°, sur une liste double de candidats présentés par chaque Centres situés dans la Région de Bruxelles-Capitale. »

Art. 33. L'article 31 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31. Le président, le vice-président et les membres sont nommés pour une durée de quatre années.

Tout membre qui perd la qualité en laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire.

En cas d'arrivée au terme de leur mandat, le président, le vice-président et les autres membres continuent à exercer pleinement leur mandat aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

Tout membre qui cesse de faire partie du Conseil d'administration est remplacé dans les trois mois qui suivent. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Dans un délai de trois mois suivant la démission ou précédant l'expiration du mandat des membres visés à l'article 28, 2° à 4°, le Collège de la Commission communautaire d'une part et le Gouvernement wallon d'autre part, invitent les fédérations professionnelles, les fédérations interprofessionnelles et les Centres à présenter leurs candidats, chacun sur uneliste double. »

Art. 34. L'article 32 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs suivants :

1° prendre toutes les décisions de stratégie et de principe relatives aux missions de l'Institut;

2° conseiller le Collège de la Commission communautaire française, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française pour ce qui concerne la politique de la Formation permanente; à ce titre, il peut notamment présenter des propositions de modifications aux décrets ou arrêtés que l'Institut est chargé d'appliquer;

3° prendre les décisions, autres que celles relevant de la gestion journalière, relatives aux missions confiées à l'Institut, ainsi que celles relatives à un point dont le fonctionnaire dirigeant, visé à l'article 38, le saisit;

4° proposer au Gouvernement de la Communauté française, au Collège de la Commission communautaire française et au Gouvernement wallon, un projet de budget.

Il dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice des compétences précitées.

Le fonctionnaire dirigeant, visé à l'article 38, fait rapport trimestriellement au Conseil d'administration sur l'exécution des décisions prises par ce dernier. »

Art. 35. L'article 33 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. Le Conseil d'administration rend tout avis, sollicité par le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française ou le Gouvernement wallon, dans un délai de trente jours calendrier à dater de l'envoi de la demande. A défaut, il est passé outre.

Lorsque l'avis de l'Institut est demandé en vertu des articles 5 et 8, à défaut pour le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon de suivre cet avis, ceux-ci notifient au conseil d'administration les motifs qui fondent leur décision. »

Art. 36. L'article 34 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. Le Conseil d'administration fixe, sous approbation conjointe du Collège de la Commission communautaire française et du Gouvernement wallon, son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation du Conseil d'administration;

2° les règles relatives à la présidence du Conseil d'administration, en cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président;

3° la détermination des actes de gestion journalière;

4° les modalités selon lesquelles les avis visés à l'article 33 ou à l'article 33bis sont donnés;

5° les modalités de désignation de la personne chargée du secrétariat du Conseil d'administration. »

Art. 37. L'article 35 de l'accord de coopération précité est abrogé.

Art. 38. A l'article 36 de l'accord de coopération précité, les mots « des indemnités et » ainsi que « indemnités et » sont supprimés.

Art. 39. L'article 37 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 37. Le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon désignent, chacun pour ce qui le concerne, un commissaire en vue d'exécuter les compétences définies par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le fonctionnaire dirigeant de chacune des entités visées à l'article 15bis participe comme observateur, avec voix consultative, au Conseil d'administration de l'Institut. »



Art. 40. L'article 38 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 38. Le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon nomment de commun accord le fonctionnaire dirigeant de l'Institut, sur proposition conjointe des Membres du Collège de la Commission communautaire française et du Gouvernement wallon qui ont la formation permanente dans leurs attributions.

Le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon désignent chacun un des trois agents des rangs les plus élevés. »

Art. 41. A l'article 39 de l'accord de coopération précité, les modifications suivantes sont apportées :

à l'alinéa premier, les mots « L'administrateur général » sont remplacés par « Le fonctionnaire dirigeant »;

au troisième alinéa, les mots « visé à l'article 41 » sont insérés entre « personnel » et « et assure »;

au cinquième alinéa, les mots « l'administrateur général » sont remplacés par « le fonctionnaire dirigeant ».

Art. 42. L'article 40 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 40. En cas d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, ses pouvoirs sont exercés par le membre présent du personnel visé à l'article 41, de niveau 1, titulaire du grade le plus élevé et le plus ancien dans la fonction. »

Art. 43. L'article 41 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 41. Le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon détachent des membres du personnel relevant de leurs services ou des services ou organismes qui dépendent d'eux, conformément aux dispositions qui règlent leur statut.

Le gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon fixent conjointement l'organigramme de l'Institut. »

Art. 44. L'article 41bis de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 41bis. Le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon reconnaissent que le régime de pension des agents statutaires de l'Institut est régi par la convention pour la gestion du fonds de pension du personnel de l'Institut, signé le 25 mars 1992 par l'Institut et la Caisse général d'Epargne et de Retraite.

Ce régime de pension prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 1992. »

Art. 45. § 1<sup>er</sup>. L'article 42 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42. Pour l'exercice des missions définies à l'art. 20, l'Institut bénéficie, sur proposition du Conseil d'administration, d'un budget constitué de dotations de fonctionnement fixées par la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne.

La clé de répartition entre les dotations de la Communauté française, de la Commission communautaire française et de la Région wallonne est fixée respectivement comme suit : 25 %, 15 % et 60 %.

§ 2. Au moment de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne veillent à maintenir ou à apporter le mobilier nécessaire au bon fonctionnement de l'Institut. »

Art. 46. Les articles 42bis et 42ter de l'accord de coopération précité sont abrogés.

Art. 47. L'article 43 de l'accord de coopération précité est abrogé.

Art. 48. A l'article 44 de l'accord de coopération précité, les mots « Les subventions » sont remplacés par « Les dotations » et les mots « de la Communauté française » sont insérés entre « aux budgets » et « de la Commission communautaire française ».

Art. 49. Les articles 45 à 49 de l'accord de coopération précité sont abrogés.

Art. 50. L'article 50 de l'accord de coopération précité est abrogé.

Art. 51. Il est ajouté un article 52 rédigé comme suit :

« Art. 52. § 1<sup>er</sup>. Les biens meubles, corporels ou incorporels, attachés à l'emploi occupé par chaque membre du personnel transféré conformément à l'article 53 sont transférés à la Commission communautaire française ou à la Région wallonne à laquelle ledit membre est transféré.

Les archives de l'Institut sont réparties entre l'Institut, la Commission communautaire française et la Région wallonne et, le cas échéant, transférés vers celles-ci, conformément à un relevé établi dans un protocole d'accord entre le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

L'accès aux archives conservées par l'Institut est libre et gratuit pour les entités visées à l'article 15bis.

Sous réserve de l'application de l'article 42, § 2, les biens meubles non visés par les alinéas précédents sont répartis entre l'Institut, la Commission communautaire française et la Région wallonne et, le cas échéant, transférés vers celles-ci, conformément à l'inventaire établi dans un protocole d'accord entre le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

Les biens meubles sont transférés dans l'état où ils se trouvent ainsi qu'avec les droits et obligations y afférents.

Sous réserve de l'application des articles 1<sup>er</sup> et 3, § 3, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle ou industrielle relatifs aux œuvres, créations ou programmes de formation initiés par l'Institut sont transférés à la Commission communautaire française et à la Région wallonne, conformément aux modalités établies dans un protocole d'accord entre le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

§ 2. Les biens immeubles, dont l'inventaire figure à l'annexe I du présent accord de coopération, sont transférés d'office, dans l'état où ils se trouvent ainsi qu'avec les droits et obligations y afférents, à la Région wallonne.

§ 3. Les droits et obligations résultant des contrats et engagements pris par l'Institut sont répartis entre l'Institut, la Commission communautaire française et à la Région wallonne et, le cas échéant, transférés vers celles-ci, conformément à la répartition figurant à l'annexe II du présent accord de coopération.

§ 4. La Commission communautaire française et la Région wallonne succèdent à l'Institut pour l'ensemble des obligations relatives au personnel ou aux biens qui leur sont transférés ainsi que dans les litiges auxquels l'Institut est partie et qui sont relatifs aux missions visées à l'article 20bis. »

Art. 52. Il est ajouté un article 53 rédigé comme suit :

« Art. 53. § 1<sup>er</sup>. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon, chacun pour ce qui le concerne, déterminent, parmi les membres du personnel de l'Institut, les agents qui sont transférés à la Commission communautaire française et à la Région wallonne, soit en tant que personnel statutaire soit en tant que personnel contractuel.

Les membres du personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité et conservent la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer au sein de l'Institut la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

§ 2. Les membres du personnel occupant un emploi dans les services de l'Institut, tels que mentionnés en annexe III du présent accord de coopération sont transférés d'office à la Commission communautaire française ou à la Région wallonne.

§ 3. Les membres du personnel non visés par le paragraphe 2 du présent article et dont la liste figure en annexe IV du présent accord de coopération sont transférés soit à la Commission communautaire française soit à la Région wallonne, selon les modalités déterminées ci-après.

Par ordre de service, pris en exécution du présent accord de coopération, les membres du personnel visés à l'alinéa précédent sont informés de la liste des emplois à pourvoir par la Commission communautaire française et par la Région wallonne. Ils font savoir, par écrit, dans les vingt jours calendriers, leur ordre de priorité entre ces deux institutions.

Ils adressent directement leur demande au président du conseil d'administration de l'Institut qui en accuse réception. Celui-ci transmet, dans les cinq jours calendriers, la demande aux Ministres de tutelle de l'Institut.

Les membres du personnel qui possèdent la qualification requise sont classés, pour chaque emploi à pourvoir, par grade, et sont transférés dans l'ordre suivant :

1° le membre du service visé, le cas échéant, dans l'ordre de service;

2° au sein d'un même service visé, ou à défaut de candidat du service visé, le membre du personnel le plus ancien en grade;

3° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

4° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Les emplois restant à pourvoir sont pourvus par le transfert d'office, dans l'ordre inverse de celui que détermine l'alinéa précédent, des membres du personnel qui n'ont pas obtenu satisfaction lors de la première opération.

§ 4. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure à l'Institut, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade. S'il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée à l'Institut, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction antérieure. »

Art. 53. Les secrétaires d'apprentissage indépendants encore en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération peuvent maintenir jusqu'au 31 juillet 2007 leur statut actuel, dans le respect des conditions fixées, chacun pour ce qui le concerne, par le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

Art. 54. Le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé, à l'exception des articles 15, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et 50.

Namur, le 4 juin 2003.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
H. HASQUIN

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

Pour la Commission communautaire française :

Le Président, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne et des Relations internationales,

E. TOMAS

Le Ministre de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes  
et de la Politique des personnes handicapés,

W. DRAPS

## Annexe 1 : Biens immobiliers de l'IFPME à transférer à la Région wallonne

Les biens immeubles repris ci-dessous sont transférés d'office à la Région wallonne dans l'état où ils se trouvent, ainsi qu'avec les droits et obligations y afférents. Par droits et obligations y afférents, sont visés également tout engagement lié à l'occupation, au financement, à l'entretien ou à des travaux exécutés sur ces biens, tels que les conventions conclues avec des architectes ou des bureaux d'études, les marchés de travaux conclus avec des entreprises, les emprunts, les contrats d'entretien, de services ou de fournitures notamment d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone et autres moyens de communication.

BIEN	Titre de propriété	Description cadastrale d'après titre de propriété	Etat du bien au 01/09/2003
BRAINE LE COMTE (bâtiment, annexes et abords)	ACHAT à Belgacom par acte de Maîtres JENTGES et BERQUIN du 26/03/01	Ville de BRAINE LE COMTE : un bâtiment administratif comprenant bureaux, atelier et bâtiment annexe avec garages, sis chemin du Pont 10A, cadastré ou l'ayant été 2ème division, section C, numéro 30 F pour une contenance de 50 ares 50 centiares.	occupé
ARLON (bâtiment et abords-ancien magasin Spar)	ACHAT à Laurus s.a. par acte de Maîtres JENTGES et CELIS, le 16/04/02	Ville d'ARLON, section d'Arlon : un terrain à bâtir sis rue de la Meuse, cadastré ou l'ayant été 1ère div. Section A sous le n° 1840 M 14 pour 19 a 39 ca; un terrain à bâtir sis avenue Patton, cadastré ou l'ayant été 1ère div., section A sous le n° 1841 R 2 pour 11 a 69 ca; un terrain en zone à bâtir, cadastré ou l'ayant été 1ère div., section A, partie du n° 1840 A 19 pour 19 a 66 ca; y compris toutes constructions y érigées.	occupé
HUY - VILLERS LE BOUILLET (terrain)	ACHAT à la SPI+ via CAI de Liège, le 22/05/02	Commune de VILLERS-LE-BOUILLET - 1ère division anciennement Villers-le-Bouillet - M.C. 2516 : parcelle cadastrée ou l'ayant été section A n° 297 p et partie des n°s 298c, 298/2, 294g, 294e et 297 l, (anciennement cadastrées partie des n° 297c, 297b, 298a, 235b, 294c, 294b et chemin n° 4), pour une contenance de 20.000 m²	construction en cours d'exécution
DINANT-Service IFPME (bâtiment rue Fétis, 63)	ACHAT à la Ville de Dinant via CAI de Namur, le 09/07/02	DINANT - 4ème division - BOUVIGNES : un bâtiment de bureaux sis rue Fétis, n° 63, cadastré ou l'ayant été section A, n° 17 Y, pour une contenance totale de 15 a 85 ca.	occupé
LA LOUVIERE (terrain rue des Boulonneries)	CESSION par le Centre Infop via Maître JENTGES, le 23/12/02	Ville de LA LOUVIERE - 2ème division : une parcelle de terrain avec entrepôt sise rue des Boulonneries, n° 1, cadastrée selon titre section D n°s 88 B 11 partie et 88 D 11 partie pour une contenance mesurée de 57 a 20 ca et cadastrée selon extrait récent de la matrice cadastrale section D n° 88 G 11 pour la même contenance.	construction en cours d'exécution
DINANT (partie parcelle CFPME + mitoyenneté)	CESSION par le Centre Cfpme via Maître MATTOT d'une partie de la parcelle, le 10/02/03	Commune de DINANT - 4ème division - BOUVIGNES : la parcelle de terrain cadastrée rue Fétis, section A, n° 20X/partie d'une contenance mesurée de 17 a 25 ca.	construction en cours d'exécution
LIEGE ST Nicolas (partie terrain pour CdC Auto)	CESSION par Formation Pme Liège via Maîtres JENTGES et DELIEGE, le 25/04/03	Ville de LIEGE - 15ème division : une parcelle de terrain prise d'un ensemble composé de bâtiments administratifs, remise et ateliers sis rue Saint -Nicolas, 68, 70 et 74, cadastré section C n° 414 X d'après extrait récent de la matrice cadastrale pour une contenance de 1 ha 97 a 43 ca et n°s 405 S, 405 R, 412 Y, 414 T et 414 V pour une contenance de 1 ha 79 a 92 ca d'après titre, de manière à obtenir une superficie d'après mesurage de 1 ha 24 a 11 ca telle que figurée sous liseré rouge et "Lot 2" au plan annexé à l'acte de cession.	construction en cours d'exécution
NAMUR "Villa Lemaître"	ACHAT à Format pme Namur par acte de Maître JENTGES, en juin 2003	Ville de NAMUR - 2ème division : une villa avec terrain proche, situés rue Henri Lemaître, 69, cadastré ou l'ayant été section G, partie du n° 218 l 5 pour une superficie de 3 a 50 ca	occupé, travaux d'entretien et d'aménagement en cours

BIEN	Origine propriété	Titre	date acte	Description cadastrale
LIEGE St Gilles (bâtiment)	Communauté française puis transfert RW le 19/07/2001 par arrêté	Transfert RW à IFPME puis c. emphy entre IFPME et Centre via Maître JENTGES	A FIXER	Ville de LIEGE : un bâtiment scolaire sis rue St-Gilles, 452, cadastré ou l'ayant été à LIEGE, 13ème division, section E, numéro 117 H pour une contenance de 38 ares 78 centiares
Ex CENAM (bâtiment)	Communauté française puis transfert RW le 19/07/2001 par arrêté	Transfert RW à IFPME puis c. emphy entre IFPME et Centre via Maître JENTGES	A FIXER	Ville de NAMUR : un bâtiment scolaire sis rue Henri Lemaitre, 69, cadastré ou l'ayant été à Namur, 2ème division, section G, numéro 218 M 5, pour une contenance de 6 ares et 31 centiares
FOCLAM (bâtiment et abords)	Communauté française puis transfert RW le 19/07/2001 par arrêté	Transfert RW à IFPME puis c. emphy entre IFPME et Centre via Maître JENTGES	A FIXER	Ville de TOURNAI : un bâtiment scolaire sis rue Guillaume Charlier, 132, cadastré ou l'ayant été à TOURNAI, 2ème division, section 1, numéro 66 R 2, pour une contenance 39 ares et 80 centiares

Légende : CAI = Comité d'acquisition d'immeubles - CdF = Centre de formation réseau FPME - CdC = Centre de compétence (partenariat)

**SORTIES DU PATRIMOINE IMMOBILIER IFPME**

Mise à jour :  
20/01/2003

BIEN	Origine propriété	Propriété IFPME via un(e)	Modalité de sortie du patrimoine	date acte Sortie	destination produit de la transaction
HUY Sud (terrain place des Tilleuls)	SNCB puis Cté française	Vente Cté frç à l' IFPME pour franc symbolique, via CAI Liège, le 13/12/2001	Vente au Centre Régional Hospitalier de Huy via le C.A.I. de Liège	06/03/2002	3.300.000 fb ou 81.804,86 € reçus du CAI 28/06/02, réinvestis dans Cdf Villers-le-Bouillet (chantier en cours)

## Annexe 2 : Droits et obligations résultant des contrats et engagements pris par l'IFPME.

### 2.1. Biens immeubles loués

Les droits et obligations de l'Institut relatifs aux immeubles loués sont transférés ou maintenus conformément à la répartition reprise ci-dessous, en ce compris les contrats de bail et tout autre engagement lié à leur occupation ou à leur entretien, tels que contrats d'assurance, d'entreprise, de services ou de fournitures notamment d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone et autres moyens de communication :

- 2.1.1. Maintien à l'Institut des droits et obligations relatifs au bien immeuble suivant :  
Avenue des Arts, 39 à 1040 Bruxelles.
- 2.1.2. Transfert à la Commission Communautaire française de la mise à disposition de l'immeuble suivant :
  - bureaux de la Direction Territoriale de Bruxelles, Rue de Stalle 292B à 1180 Bruxelles.
- 2.1.3. Transfert à la Région wallonne des droits et obligations relatifs aux biens immeubles suivants :
  - Coordination wallonne - Boulevard Audent, 14/5 et 14/4 à 6000 Charleroi
  - Direction territoriale du Hainaut – Boulevard Audent, 31/1 à 6000 Charleroi
  - Service de Charleroi – Rue Léopold, 19 à 6000 Charleroi
  - Service de Mons – Chaussée de Binche, 101D – Bloc 3 à 7000 Mons
  - Service de Tournai – Rue E. Delwart, 12 – 7500 Tournai
  - Direction territoriale de Namur – Avenue Golenvaux, 25 à 5000 Namur
  - Service du Brabant wallon – Rue de la Station, 17 à 1300 Limal
  - Service du Brabant wallon Rue de Mons, 125 à 1480 Tubize
  - Service de Namur – Rue Henri Lemaître, 69 à 5000 Namur
  - Service de Libramont – Rue de la Scierie, 15 à 6800 Libramont
  - Permanence de Vielsalm à l'Institut Luxembourgeois de Promotion sociale
  - Direction territoriale de Liège et Service de Liège– Rue Château Massart, 11 à 4000 Liège
  - Service de Verviers – Rue de la Cité, 2 à 4800 Verviers
  - Service de Huy – Avenue des Ardennes, 7/21 à 4500 HUY

Ainsi que tout(es) autre(s) convention(s) conclue(s) avec des organismes ou institutions en vue de la mise à disposition ponctuelle de locaux destinés aux permanences des Délégués à la tutelle.

## 2.2. Droits et obligations relatifs au développement de logiciels

- 2.2.1. Les droits et obligations résultant de l'utilisation du logiciel spécifique à l'exercice de l'activité propre est à transférer à la Commission communautaire française et à la Région Wallonne conformément aux modalités établies dans un protocole d'accord entre la Commission communautaire française et la Région wallonne :
- GAP Paie (paie des formateurs).
- 2.2.2. Les droits et obligations résultant de l'utilisation de logiciels spécifiques à l'exercice de l'activité propre sont à transférer à la Région wallonne :
- ShéHérazade – Arno – Félix
  - Bob Software – comptabilité

## 2.3. Transfert des conventions et partenariats internationaux hors Union Européenne

Les droits et obligations résultant des contrats et engagements avec des partenaires internationaux hors Union Européenne sont transférés :

### 1) À la Commission Communautaire française

<b>Pays</b>	<b>Projets internationaux hors Union européenne</b>
Bénin	Formation professionnelle Hôtellerie – Tourisme en partenariat avec l'Institut Arthur Haulot
Tunisie	Formation – Perfectionnement Guide touristique Tourisme d'affaire
Maroc	Formation – Perfectionnement Guide Touristique



## 2) À la Région wallonne

Pays	Projets internationaux hors Union européenne	Partie Contractante
<b>Zone PECO</b>		
Roumanie	« Développement des PME: phase II » 2003-2004	DRI RW
Bulgarie	« Développement des PME » 2003-2004 2004-2005	DRI RW
Pologne	« Développement des PME : Création d'entreprise et formations continues aux TIC »	DRI RW
	« Formation Professionnelle des apprentis et des travailleurs de PME » 2002-2004	DRI RW
République Tchèque	« Reconversion industrielle et développement des PME » 2003-2005	DRI RW
Slovaquie	« Formation professionnelle : méthodes pédagogiques et formation continue » 2002-2003	DRI RW
<b>Zone NEI</b>		
Russie	« Fédération de dirigeants de PME aux techniques de travail en occident » 2003-2005	DRI RW
<b>Zone Amérique du nord</b>		
Québec	« Validation des compétences »	DRI
	« Innovation pédagogique intégrant les concepts d'alternance et de modularisation » 2003-2005	DRI RW
	« Entrepreneuriat – Etudes » 2003-2005	DRI RW
<b>Zone Caraïbes</b>		
Haïti	« Gestion du véhicule 4 x 4 Hyundai Galloper II »	DRI
	« Développement économique local et insertion socio-économique des jeunes »	DRI – APEFE RW

Pays	Projets internationaux hors Union européenne	Partie Contractante
<b>Zone Afrique du nord et Moyen-Orient</b>		
Tunisie	« Tourisme (CGT ?) »	A préparer DRI – RW COCOF
Maroc	« Apprentissage: phase II » 2003-2005	DRI RW
	MEDA « Apprentissage – Artisanat »	- Programme européen MEDA - Département Formation professionnelle
<b>Zone Afrique du sud-Saharienne</b>		
RDCongo	« Formation à l'entrepreneuriat » 2002- ?	DRI – RW APEFE
	« Appui aux PME Kinshasa »	A préparer DRI – RW APEFE
Sénégal	« Soutien au développement du secteur privé sénégalais. Formation en entrepreneuriat » 2003-2005	DRI RW
	« Soutien au développement du secteur privé sénégalais. Formations techniques – Entrepreneuriat – Kédougou » 2003 - 2005	APEFE – DRI RW
	Développement de l'écotourisme. 2003-2005	APEFE – DRI RW
	Métiers du tourisme : patrimoine, Formation professionnelle. 2003-2005	DRI RW
<b>Zone Asie</b>		
Vietnam	« Gestion de PME dans une économie de marché » 1999-2003 2004-2006	DRI – RW Délégation W-B
	« Développement des chambres d'hôtes et gîtes ruraux » 2001-2003 2004-2006	DRI – RW Administration nationale du tourisme Délégation W-B

## 2.4. Transfert des conventions et partenariats Europe

### 1) À la Commission Communautaire française

Partie Contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
IFPME CCBC FFC	30/04/2002	Bâtiform : Accord cadre sectoriel en région Bruxelloise pour le perfectionnement des travailleurs dans le secteur de la construction
ESPACE PME FORMATION	01/01/2003	Bâtiform : Modalités d'organisation et de financement entre l'Institut et ESPACE FORMATION PME pour le perfectionnement des travailleurs de la Construction le samedi

Ainsi que tous les droits et obligations résultant des contrats et engagements pris par l'Institut pour la mise en œuvre des projets financés par l'Union Européenne et conclu avec des centres de formation agréés bruxellois.

### 2) À la Région wallonne

- Sont transférés en Région wallonne tous les droits et obligations résultant de tous les contrats et engagements pris par l'Institut pour la mise en œuvre de l'action PME CREATION et conclu avec des opérateurs ou organismes agissant sur le territoire de la Région de langue française, y compris les centres de formation.
- Sont transférés en Région wallonne tous les droits et obligations résultant de tous les contrats et engagements pris par l'Institut pour la mise en œuvre de projets financés par des moyens européens et conclu avec des opérateurs ou organismes agissant sur le territoire de la Région de langue française, y compris des centres de formation agréés.
- Sont également transférés en Région wallonne les droits et engagements suivants :

Partie Contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
FEBECOOP Fond de participation ECOSOC Agence Conseil Wallonie Université de Mons-Hainaut CAIPS	27/03/2002	Equal Qualicrea : Convention de partenariat de développement (PDD) - Niveau national
Agence de développement de l'Aisne (FR), SPEGA (IT)	15/02/2002	Equal Qualicrea : Accord de coopération transnationale (ACT)

Partie Contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
ETIC (ESCOLA TECNICA de IMAGEMEMUNICACAO-Portugal) Promoteur Leonardo	14/12/2001	Leonardo Interactive TV : Convention de partenariat
ASBL La Source à Bouillon	24/08/2002	Organisation d'une formation accélérée de gestion pour un public recruté par l'ASBL La Source et qui suit par ailleurs un parcours de réinsertion
AFPA Yutz	15/10/2001	Organisation en commun d'une formation dans le cadre du Collège européen de Technologie Mise à disposition de personnel AFPA
Ensemble des centres Wallons du réseau	17/01/2003	Bâtiform : Modalités d'organisation et de financement entre l'Institut et les centres du réseau pour des actions de formation visant le perfectionnement des travailleurs de la Construction le samedi.
CSTC CCW FOREM CIFFUL	01/01/2002	Maestro : Répartition budgétaire entre les intervenants de l'action "aide à la gestion de la TPE" Modalités d'organisation
CCW FOREM-Formation CRR ABPE FWEV CEFORA	01/12/2002	Organisation de session de 12 modules de 3 heures sur le cahier des charges techniques des routes wallonnes ( RW 99).
CCW- porteur du projet CSTC CIFFUL FOREM MET FFC	18/12/2002	Equal Insereco : (secteur construction : conseillers sectoriels) Convention de partenariat national. Modalités d'organisation
CSTC -porteur du projet CCW CIFFUL FOREM	01/01/2003	Objectif 3 Coduform : Projet européen d'analyse sur la construction durable
Forem Sysfal Educam Awiph CCW EPS Bruxelles-formation	15/05/2002	Equal Observatoire de l'Alternance : Convention de Partenariat National
TERTIUM (I) ANFA (F) INSTEP (F) CINEL (P)	01/05/2002	Equal Coupole : Accord de Coopération transnationale
Forem ULG: porteur du projet Technifutur Technofutur 3	15/05/2002	Equal Formation à distance : Convention du PDD national

Partie Contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
PEA-CRITT (F) SPI (P)FAFEA (F)Symbiose (NL)Landbrukuniversitet (S)	01/09/2002	Equal E-Food : Accord de Cooperation transnationale
ISFOR FIAT (I)	01/11/2002	Equal FAD : accord de coopération transnational formation à distance ISOR Fiat
Forem : porteur du projet Bruxelles Formation IFP AFOSOC CRF T'Interim (Trace)	15/05/2002	EQUAL Etoile : Convention du PDD National
Forem Cefora	01/09/2002	EQUAL Tutorat Mode d'emploi : Convention du PDD national
Awiph Forem T interim UVCW Cabinet de Ministre des Affaires Intérieures et de Fonction Publique Cabinet de l'Emploi et de la Formation Cabinet de Ministre des Affaires Sociales MRW CESRW ManPower	01/09/2002	EQUAL Saphrane : Convention du PDD national
Ministère de l'Enseignement du Grand Duché de Luxembourg : porteur du projet	01/11/2001	LEONARDO Ecole de la seconde chance : Modèle pédagogique convention de Partenariat
Association Formation Professionnelle Bâtiment du Loiret	01/11/2001	LEONARDO Redac : convention de partenariat
Ente Bilatérale Emilia Romagna	01/11/2001	LEONARDO Dream Job : Convention de Partenariat
IT-MEDIA (F)	01/11/2001	LEONARDO Dante : Convention de Partenariat
Delta Management	01/09/2002	EQUAL observatoire de l'alternance : Convention de Sous-traitance Charte de la Qualité
FOREM: porteur du projet	01/06/2002	EQUAL Firt : Convention du PDD national
Instep Formation ( F) Porteur FOCLAM Centre PME Charleroi	02/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Modalités d'organisation entre les partenaires
Région wallonne	01/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Octroi du subside RW à l'IFPME

Partie Contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
Région wallonne. Instep Formation	01/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Octroi du subside FEDER. Modalités de gestion du projet
Région wallonne Instep Formation	16/01/2003	Epicuriales III : FEDER. Arrêté de subvention AB 413400 programme 13 section 11
FOREM Hte Ecole Roi Baudouin Isic :PROMOTEUR Hte Ecole Cté Française Isims	01/07/2002	Objectif 1 Phasing out FORME : Modalités d'organisation entre les partenaires. Mise sur pied du Comité de pilotage
Syntra West . PromoteurIFPMEFOCLAMCentre PME Charleroi	01/01/2003	INTERREG III Télélanguages : Modalités d'organisation entre les partenaires. Mise sur pied du Comité de pilotage
FOREM: Centre de compétences Hainaut logistique IFPME Promoteur Centre INFOP Centre Montois	01/01/2003	OBJECTIF 1 PHASING OUT Automobile concept : Modalités d'organisation entre les partenaires. Mise sur pied du Comité de pilotage
FUNDP	01/01/2003	Equal FAD : Recherche action visant à expliciter les politiques et les stratégies de formation de l'IFPME et la place possible

## 2.5. Transfert des conventions et partenariats régionaux et communautaires

Les droits et obligations résultant des contrats et engagements avec des partenaires régionaux et communautaires sont répartis :

### 1) À la Commission Communautaire française

Partie contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
ORBEM	11/09/98	Collaboration en vue de favoriser la formation et l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi
Commission communautaire française	01/08/97	Mise en œuvre, à l'INFAC, d'un processus de formation visant à l'accompagnement à la création d'entreprise
FFC / CCB-C	01/01/02	Convention de collaboration - Secteur de la construction
Le fond bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle	01/01/97	Insertion des personnes handicapées (formation chef d'entreprise)
C.H.S.	15/09/97	Permettre à des jeunes ayant un handicap auditif de suivre les formations en apprentissage et en chef d'entreprise

## 2) À la Région wallonne.

<b>Partie contractante ou partenaire</b>	<b>Date début contrat</b>	<b>Objet du contrat ou de la convention</b>
APCE	18/12/00	Création d'axes de coopération entre les deux organismes
FOREM, Enseignement de promotion sociale OISP-EFT AWIPH	15/01/98	Création et développement des Carrefour Formation
EDUCAM	27/06/01	Création d'une commission sectorielle de l'automobile
FOREM		Réalisation du projet "Formation à la gestion du système par l'apprentissage et à l'élaboration de référentiels"
Le "Fonds de participation"	10/06/01	Accompagnement des bénéficiaires des prêts de lancement octroyés par le Fonds
Centre de Mons EFT Droit et Devoir	Début 2002 (pas de date)	Collaboration dans le but de favoriser la réinsertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi
Région wallonne	14/05/02	Convention entre Région wallonne - IFPME (projet Métiers de bouche)
Région wallonne	06/11/02	Convention relative au projet Centre de compétence des métiers de la bouche
Région wallonne	06/03/03	Arrêté de subvention AB 61.03.13 programme 13 section 11 « Métier de bouche »
Région wallonne	14/05/02	Convention entre Région wallonne - IFPME (projet Technologies de l'Automobile de Liège)
Région wallonne	06/11/02	Convention relative au projet Centre de compétence automobile

Partie contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
FOREM Educam	13/12/02	Convention cadre formation et insertion professionnelle dans le secteur automobile et les secteurs connexes
Région wallonne	06/03/03	Arrêté de subvention , « technologie de l'auto » AB 61.03.13 programme 13 section 11
FOREM Formation Educam Formation PME Liège Huy Waremme CFTA	25/11/02	CCTA
Interfédération	20/06/02	Partenariat IFPME - INTERFEDERATION Convention Cadre
Région wallonne INSTEP	01/04/02	Convention Concours FEDER Mise en œuvre du projet epicurial 3
CIFOP (Femmes entrepreneurs belges)	01/08/02	Convention de partenariat Mise en commun des processus visant à développer l'esprit entrepreneurial
Région wallonne FOREM CCW FFC	22/03/2002	Accord cadre Quinquartite de la construction en Wallonie
Région wallonne	06/11/02	Convention relative au projet Centre de formation aux métiers de la construction à Dinant
FOREM	01/10/02	Convention particulière portant sur la couverture des frais de sélection et de préparation des candidats pour le Mondial des Métiers 2003
FOREM	28/08/02	Convention Actions additionnelles de formation professionnelle des adultes dans le cadre du développement d'un centre de compétence pour les métiers du secteur HORECA
FOREM Opérateur ECDL Belgique France	01/02/03 01/02/06	Convention : permis de conduire informatique européen
FOREM UWE	14/04/03	Centre de compétence "Management - Commerce"
Région wallonne	01/01/03	Mise en œuvre de la réalisation de clips documentaires sur les métiers
Région wallonne	A la signature	Autoform
FOMELEC ANPEB	17/09/02	Commission Sectorielle du secteur des électriciens
Région wallonne	26/02/03	Création d'un Centre de Formation professionnelle pour les métiers d'Art et l'Artisanat contemporain à Péronnes les Binche



## 2.6. Transfert des conventions autres (Services)

<b>Partie contractante ou partenaire</b>	<b>Date début contrat</b>	<b>Objet du contrat ou de la convention</b>
Mamatango	01/01/03	Mise en œuvre de la réalisation de clips documentaires sur les métiers
Centre de recherche PME et d'Entrepreneuriat (Liège)	01/01/03	Réalisation d'une enquête d'insertion professionnelle
COMANCHE SA (N. Verhulst)	23/04/03 → 30/11/03	Logiciel FOBA
MN FACTORY SPRL (J. Renard)	22/02/02	Logiciel Formation de base et formation continue
H. de Hanonville	10/09/01	Maintenance pour la fonctionnalité hardware et software
BEWEL asbl	10/12/02	Désignation d'un conseiller en prévention imposée par la loi du 11 juin 2002 relative à la « violence et le harcèlement aux travail »

## Annexe 3 : Membres du personnel transférés d'office

### 3.1. Liste du personnel transféré d'office à la Cocof

Direction Territoriale de Bruxelles  
Rue de Stalle, 292 bis – 1180 UCCLE

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutaire	DE DRIJVER Arlette
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutaire	DE MARE Anne
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutaire	HUYGHE Stéphan
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutaire	LINOTTE Françoise
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutaire	MULOT Françoise
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	ALLALI Hannah
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	BAUFAYT Emmanuel
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	COURTIOL David
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	DELHAISE Jean-François
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	DENYS Daniel
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	DESOMER NANCY
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	EMMANUELIDIS Raphaël
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	ERPICUM Bernadette
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	FONTAINE Pascale
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	FOURNIL Catherine
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	JACQUART Patricia
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	KEMPENAERS Nathalie
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	KHEMISSI Brahim
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	LECRIGNIER Stéphane
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	LEFEBVRE Valérie
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	LEONARD Véronique
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	LISEN Nadine
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	MARTIN Laurent
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	MORENO Carmen
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	NAVARRA Stefania
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	ROYER Philippe
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	SAHLI Noureddine
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel A.C.S.	STERCKX Colette
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	VAN MAAREN Isabelle

### 3.2. Liste du personnel transféré d'office à la Région Wallonne

#### 3.2.1. Coordination Wallonne

Coordination Wallonne  
Boulevard Audent, 14/5 – 6000 CHARLEROI

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	BOUNAMEAUX Jacques
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	CACCIOLA Alsidia
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	DEFAWES Jean-Louis
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	DELIEGE Bernadette
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	LINDER Michèle
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	MONTEYNE Patrick
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	ROEKAERTS Jeanine
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	SPLINGAIRE Marielle
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	VAN STRATUM Jean-Pierre
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	WATTIEZ Claude
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	ZIMMER Françoise
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	ADAM Dominique
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	ALFIERI Myriam
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	ARENTS Nancy
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	BIDAULT Evelyne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	BINDI Sonia
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	BRAINE Jean-Pierre
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	CARTON Anne Cécile
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	CRAPIZ Mauro
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	CUVELIER Daniel
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	CUVELIER Isabelle
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	DAUBY Yvan
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	DENEYS Vincent
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	DEVREUX Christine
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	DROPSY Daniel
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	DRUEZ Geneviève
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	FALESSE Mireille
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	FALQUE Wendy
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	FERRARA Michel
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	GOFFIN Marie-Luce
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	GUSTIN Micheline
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	HITTELET Charles

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	HONOREZ Maryse
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	LACOUR Sébastien
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	MARCHESINI Annick
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	MARQUET Pierre-Richard
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	MICHE Jennifer
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	MICHEL Aude
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	MILIS Isabelle
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	NOEL Marie-Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	PLUVINAGE Nathalie
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	RADIAN Viorica
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	RENARD Daniel
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	RENAUX Sébastien
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	ROCHET Jean-Philippe
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	SNIJCKERS Geneviève
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	STEPHENNE Corinne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	STRASSERA Agnès
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	VILLETTE Sandrine
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	WASTERLAIN Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	WAUTHIER Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	WINDERS Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	YERLES Pierre-Paul

### 3.2.2. Direction Territoriale du Hainaut

Direction Territoriale du Hainaut  
Boulevard Audent, 31 bte 26 (1<sup>ère</sup> étage) – 6000 CHARLEROI

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutaire	BAUFFE Michel
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutaire	DE JEAGHEER Monique
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutaire	LEFEBVRE Catherine
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutaire	NEDERGEDAELT Christian
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractuel	BAUGARD Michèle
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractuel	BERGERET Eric
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractuel	DENIL Frédéric
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractuel	MARCHAL Jean-François
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractuel	PAQUET Catherine

Service de Charleroi

Service de Charleroi  
Rue Léopold, 19 – 6000 CHARLEROI

Service	Statut	Nom Prénom
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	FONTAINE Frédéric
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	LEJEUNE Claude
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	MILAIRE Marie-Madeleine
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	MONFORT Brigitte
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	NICOLETTI Adriana
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	PARMENTIER Isabelle
SERVICE DE CHARLEROI	Contractuel	DACHELET Nancy
SERVICE DE CHARLEROI	Contractuel	DE VRIESE Marc
SERVICE DE CHARLEROI	Contractuel	ROUSSEAU Jérôme
SERVICE DE CHARLEROI	Contractuel	THOMAS Sabrina
SERVICE DE CHARLEROI	Contractuel	ZOVETTI Françoise

Service de Mons

Service de Mons  
Chaussée de Binche, 101 D/Bloc C (3<sup>ème</sup> étage) – 7000 MONS

Service	Statut	Nom Prénom
SERVICE DE MONS	Statutaire	BRIFFEUIL Nadine
SERVICE DE MONS	Statutaire	HACHEZ Dominique
SERVICE DE MONS	Contractuel	DE COOMAN Laurent
SERVICE DE MONS	Contractuel	DEBLANDER Joseph
SERVICE DE MONS	Contractuel	DEWEER Jocelyn
SERVICE DE MONS	Contractuel	HONORE Laetitia
SERVICE DE MONS	Contractuel	LABBY Marianne
SERVICE DE MONS	Contractuel	MALENGREAU Anne-Marie
SERVICE DE MONS	Contractuel	MARON Christine
SERVICE DE MONS	Contractuel	TRIBOUT Laurence

Service de Tournai

Service de Tournai  
Boulevard Delwart, 12 – 7500 TOURNAI

Service	Statut	Nom Prénom
SERVICE DE TOURNAI	Statutaire	DELLOYE Francine
SERVICE DE TOURNAI	Statutaire	DUQUESNE Claude
SERVICE DE TOURNAI	Statutaire	DUVEILLIER Adeline
SERVICE DE TOURNAI	Contractuel	DE COCK Bruno
SERVICE DE TOURNAI	Contractuel	DECANT Marie-Hélène
SERVICE DE TOURNAI	Contractuel	DELCROIX Gabrielle
SERVICE DE TOURNAI	Contractuel	LAENEN Sylvie
SERVICE DE TOURNAI	Contractuel	TELLIER Catherine

3.2.3. Direction Territoriale de Namur

Direction Territoriale de Namur  
Avenue Golenveaux, 25 bt 8 (4<sup>ème</sup> étage) – 5000 NAMUR

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Statutaire	VANDERHEYDE Alain
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractuel	BOHAIN Fabienne
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractuel	LONA Christine
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractuel	MARTIN Samuel
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractuel	POLIART Karin
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractuel	SECADES FERNANDEZ Maria-Thérèse

Service du Brabant Wallon

Service du Brabant Wallon  
Rue de la Station, 17 - 1300 LIMAL

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	DELAET Nadia
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	FERMIER Florence
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	GROLAUX Geneviève
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	HERBIGNAT Myriam
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	JACOB Yves
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	LEFEVERE Bénédicte
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	SCIAMANNA Stéphanie
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	VAN DER STRAETEN Guy

Service de Namur

Service de Namur  
Rue Henri Lemaître, 69 – 5000 NAMUR

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
SERVICE DE NAMUR	Statutaire	GILLARD Christine
SERVICE DE NAMUR	Statutaire	PIRAUX Nadine
SERVICE DE NAMUR	Statutaire	RENSON Gérald
SERVICE DE NAMUR	Statutaire	ROSSIGNON Marc
SERVICE DE NAMUR	Contractuel	BODART Michel
SERVICE DE NAMUR	Contractuel	BOOMS Bernadette
SERVICE DE NAMUR	Contractuel	BROUET Joelle
SERVICE DE NAMUR	Contractuel	MARLET Luc
SERVICE DE NAMUR	Contractuel	VANDEBOS Dominique

**Service de Dinant**

Service de Dinant  
Rue Fétis, 63C Site Remacle – 5500 BOUVIGNES (DINANT)

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
SERVICE DE DINANT	Statutaire	CREPIN Patricia
SERVICE DE DINANT	Statutaire	JACQUEMART Brigitte
SERVICE DE DINANT	Statutaire	WOOS Marie-Thérèse
SERVICE DE DINANT	Statutaire	DAMBLY Eddy
SERVICE DE DINANT	Contractuel	GRUSELIN Pascale
SERVICE DE DINANT	Contractuel	VANDREPOTTE Claudine
SERVICE DE DINANT	Contractuel	WUIDART Stéphane

**Service du Luxembourg**

Service du Luxembourg  
Rue de la Scierie, 15 – 6800 LIBRAMONT  
Avenue Général Patton, 10 – 6700 ARLON

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
SERVICE DU LUXEMBOURG	Statutaire	ARNOULD Marie-Gabrielle
SERVICE DU LUXEMBOURG	Statutaire	DEMEUSE Georges
SERVICE DU LUXEMBOURG	Statutaire	HANS Nicole
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	ADAM Samuel
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	BARRE Nicolas
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	GOMEZ Christine
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	HENROZ Nadine
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	JACOB Maïté
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	LOUIS Corine
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	PAYOT Christelle

3.2.4. Direction Territoriale de Liège

Direction Territoriale de Liège  
Rue du Château Massart, 11 – 4000 LIEGE

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Statutaire	FRANSOLET Gilbert
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	BUSSAGLIA Vanessa
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	DELINCE Sabine
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	DUNON Josiane
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	KINON Martine
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	MATHYS Stéphanie
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	SAGLIMBENE Cetty
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	SIMAR Dominique

Service de Verviers

Service de Verviers  
Rue de la Cité, 2 – 4800 VERVIERS

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
SERVICE DE VERVIERS	Statutaire	CLOES Josiane
SERVICE DE VERVIERS	Statutaire	DHEUR Isabelle
SERVICE DE VERVIERS	Statutaire	MUYTJENS Alain
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	BRIQUET Nathalie
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	CLOSJANS Marie-Françoise
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	ERMIS Elvéda
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	GOTTARDI Maria-Anna
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	HELMAN Nathalie
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	JOST Mara
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	LEHANCE Christine



Service de Liège

Service de Liège  
Rue du Château Massart, 11 – 4000 LIEGE

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	BALTUS Josiane
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	DEZAEL Danielle
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	MATTIUZ Sylvie
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	SCHILTZ Pierre
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	THEYS Léontine
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	ZUPANCIC Marie
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	ARDUS Ermilinda
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	BERNARD Philippe
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	DONCEL Dominique
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	GILON Liliane
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	MARLAIRE Marjorie
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	PEREZ TESTA Genoveva
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	RENETTE Pierre
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	SCHMIDT Alain
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	STASSEN Géraldine
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	TAVOLIERI Valérie
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	VAN STRATUM Frédéric

Service de Huy

Service de Huy  
Avenue des Ardennes , 7/2 – 4500 HUY

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
SERVICE DE HUY	Statutaire	DEROUA Ghislaine
SERVICE DE HUY	Contractuel	DE LA CRUZ GAUNA Maria Begona
SERVICE DE HUY	Contractuel	DETHIER Yves
SERVICE DE HUY	Contractuel	RENARD Stéphanie
SERVICE DE HUY	Contractuel	URBAIN Michel

Annexe 4 : Liste du personnel du Service central

Service central  
Avenue des Arts, 39 – 1040 BRUXELLES

<b>Service</b>	<b>Statut</b>	<b>Nom Prénom</b>
SERVICE CENTRAL	Statutaire	CANNEEL Corinne
SERVICE CENTRAL	Statutaire	CARA Guy
SERVICE CENTRAL	Statutaire	DESMET Danielle
SERVICE CENTRAL	Statutaire	DEVILLE Francine
SERVICE CENTRAL	Statutaire	FOURNIER Bernadette
SERVICE CENTRAL	Statutaire	FREIHOFF Chantal
SERVICE CENTRAL	Statutaire	GRUSELIN Claude
SERVICE CENTRAL	Statutaire	MARTIN Jean-Pierre
SERVICE CENTRAL	Statutaire	MAUROY Véronique
SERVICE CENTRAL	Statutaire	MEDTS Monique
SERVICE CENTRAL	Statutaire	THIBERT Marie-Claire
SERVICE CENTRAL	Contractuel	BIERNY Philippe
SERVICE CENTRAL	Contractuel	BODART Nadine
SERVICE CENTRAL	Contractuel	BRIFFAUT Philippe
SERVICE CENTRAL	Contractuel	CANNELLA Giuseppe
SERVICE CENTRAL	Contractuel	CARMON Bernard
SERVICE CENTRAL	Contractuel	CONSTANTINIDIS Maria
SERVICE CENTRAL	Contractuel	DELLOGE Yannick
SERVICE CENTRAL	Contractuel	DORIGNAUX Anny
SERVICE CENTRAL	Contractuel	DUEZ Nathalie
SERVICE CENTRAL	Contractuel	FOCANT Martine
SERVICE CENTRAL	Contractuel	JAVELINE Virginie
SERVICE CENTRAL	Contractuel	LAPIERRE Vinciane
SERVICE CENTRAL	Contractuel	LEDOCQ Véronique
SERVICE CENTRAL	Contractuel	NOTHOMB Dominique
SERVICE CENTRAL	Contractuel	OTTE Pierre
SERVICE CENTRAL	Contractuel	POLITI Stéphanie
SERVICE CENTRAL	Contractuel	ROOSE Emmanuel
SERVICE CENTRAL	Contractuel	SOMJA Martine
SERVICE CENTRAL	Contractuel	SURKYN Ann
SERVICE CENTRAL	Contractuel	THISE Annabel
SERVICE CENTRAL	Contractuel	VANDERLINDEN Christophe
SERVICE CENTRAL	Contractuel	WAGNAIR Véronique
SERVICE CENTRAL	Contractuel	WIBAUT Valérie

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 3477

[C — 2003/31401]

**17 JULI 2003.** — **Ontwerpdecreet tot goedkeuring van het aanhangsel van het samenwerkingsakkoord dat gesloten werd op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, betreffende de Permanente Vorming voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Op voorstel van het Lid van het College belast met de beroepsopleiding en de permanente vorming voor de Middenklasse,

Besluit :

Het Lid van het College belast met de beroepsopleiding en de permanente vorming van de Middenklasse is belast met het voorleggen aan de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van het ontwerpdecreet waarvan de inhoud volgt.

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie nemen aan en Wij, College, bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** Dit besluit behandelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Goedkeuring wordt gegeven aan het aanhangsel van 4 juni 2003 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord dat gesloten werd op 20 februari door de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest betreffende de Permanente Vorming voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote ondernemingen.

Dit aanhangsel wordt bijgevoegd aan dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2003.

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

W. DRAPS,

Lid van het College belast met Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenklasse

HUTCHINSON,

Lid van het College belast met de Begroting

## MEMORIE VAN TOELICHTING

De permanente Vorming voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen richt zich voornamelijk tot zelfstandigen en tot de sector van de zeer kleine ondernemingen (ZKO) en de kleine en middelgrote ondernemingen (KMO).

De permanente Vorming werkt aan de verbetering van de scholing van het personeel en hun management en draagt bij aan de verbetering van de leefbaarheid van de bestaande ZKO's en KMO's, ze bevordert de groei en zorgt voor het oprichten van nieuwe ondernemingen, waardoor nieuwe banen gecreëerd worden.

De permanente Vorming die georganiseerd wordt in een netwerk van Opleidingscentra biedt het publiek :

De mogelijkheid om zich te engageren in een systeem van leertijd dat een toegang biedt tot talrijke beroepen op de arbeidsmarkt;

Een opleiding tot ondernemingshoofd die een voorbereiding aanbiedt voor een zelfstandig beroep of een leidinggevende functie in een ZKO of een KMO;

Voortgezette opleidingen voor het hele leven voor zelfstandigen en voor het personeel van de ZKO's en de KMO's.

Dit vormingsnetwerk geeft een antwoord op de noden van de arbeids- en vormingsmarkt door een reële instap in de beroeps wereld mogelijk te maken, waarbij echter ook een opdracht van algemene vorming wordt uitgevoerd en waarbij het initiatief nemen en de ondernemingsgeest bij jongeren verder ontwikkeld wordt.

In de loop der tijd werden de vormingsprogramma's, de infrastructuur, de voorzieningen in de Centra, de begeleiding en de opvolging van de cursisten, de lesgevers en de tutors voortdurend verbeterd om zo de efficiëntie van het geheel te verhogen.

Samen willen de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest de huidige dynamiek verstevigen en nieuwe impulsen eraan geven om zo de actieradius te vergroten. Om deze doelstelling te bereiken dringt zich echter een hervorming van de structuren van de permanente Vorming voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen op.

Vandaag wordt krachtens het decreet II van 22 juli 1993 waarbij de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap wordt toegekend aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, de permanente Vorming voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen geregeld door een samenwerkingsakkoord dat gesloten werd op 20 februari 1995 tussen de Regeringen van het Waals Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschap waarbij deze laatste bevoegd bleef voor de materies die deel uitmaken van de schoolplicht tot 18 jaar, de legalisering van de opleidingen en de homologatie van de getuigschriften en diploma's.

Het Instituut voor permanente vorming van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, « IPVMKMO » genaamd, een instelling van openbaar nut van het type B, opgericht in 1992 door de Franse Gemeenschap, wordt onder het dubbele voogdijschap geplaatst van het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Het huidige systeem van dubbel voogdijschap kan echter een rem vormen op het proces van vastleggen en toepassen van beleidsmaatregelen inzake vorming gezien de stroeve procedures op vlak van beslissingname en omwille van de toepassing van de verdeelsleutel 80/20 % voor de financiering van de gemeenschappelijke diensten.

Op vlak van kwaliteit van het dienstenaanbod, heeft deze toestand ongunstige gevolgen voor de begunstigden van de vorming, namelijk in essentie de leerlingen en de stagiaires van de opleiding tot ondernemingshoofd. De aantrekkelijkheid van het vormingsaanbod wordt daardoor verminderd, zelfs al worden de vooropgestelde doelstellingen inzake beroepsintegratie behaald.

Bovendien wacht het personeel sinds de oprichting van het IPVMKMO op een duidelijk statuut omdat het onmogelijk is om in de praktijk te bepalen wie van de personeelsleden deel uitmaakt van de Franse Gemeenschapscommissie en wie van het Waals Gewest.

Bovendien is de huidige structuur van het IPVMKMO niet langer aangepast aan de evolutie van de vormingsactiviteiten die ontwikkeld worden en verschillend zijn naar gelang de socio-economische noden van de Gewesten. Zo hadden de samenwerkingscontracten die in juli 1998 gesloten werden door het IPVMKMO en de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering reeds de overheveling voorzien van een aantal belangrijke opdrachten van de gemeenschappelijke diensten naar gedecentraliseerde entiteiten, de « coordination wallonne », enerzijds, en de « Direction territoriale de Bruxelles », anderzijds.

De wil om de solidariteit te behouden – op vrijwillige en dynamische basis – tussen Wallonië en Brussel en om dus het samenwerkingsakkoord niet te verbreken blijft dus onaangeroerd.

Bijgevolg wilden de Executieven van het Waals Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschap een hervorming doorvoeren van de structuren van de permanente Vorming voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, wat leidde tot het opstellen van een aanhangsel bij het eerder vermelde samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995.

Het IPVMKMO, een instelling van openbaar nut, blijft behouden zonder wijziging van het juridische statuut. Het wordt geplaatst onder het voogdijschap van de drie Executieven van de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest en wordt beheerd door een Raad van Beheer waarvan de samenstelling niet gewijzigd wordt ook al wil men de gelijkheid der geslachten invoeren door op te leggen dat maximum twee derden van de leden van de Raad van het zelfde geslacht mogen zijn.

In de toekomst wenst de Franse Gemeenschap meer betrokken te worden bij het uitvoeren van de opdrachten die aan het IPVMKMO toevertrouwd blijven en deze zal dan ook werkingstoelages toekennen net zoals de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest, volgens een verdeelsleutel die in het aanhangsel wordt vastgelegd.

De opdrachten richten zich voornamelijk op normatieve aspecten – controle van de programma's en de modaliteiten voor de evaluatie – die verbonden zijn aan het afleveren van een gelijkwaardig getuigschrift voor alle Centra van het netwerk en aan de homologatie door de Franse Gemeenschap.

Deze opdrachten zijn opgebouwd rond 5 assen :

1°. Een advies formuleren ten opzichte van alle beslissingen die gezamenlijk door het College van de Commissie en de Waalse Regering genomen worden en die het afleveren van een gelijkwaardig getuigschrift en de mobiliteit van de leerlingen en stagiaires tussen de Franstalige Vormingscentra garanderen, ongeacht de ligging ervan – in Wallonië of Brussel – en van de onderneming waar de praktische vorming plaatsvindt.

De coherentie tussen de programma's van vakopleidingen en opleidingen tot ondernemingshoofd nagaan die worden voorgesteld in elke van de twee gewestelijke entiteiten, alsook de coherentie nagaan tussen de toepassingsmodaliteiten.

De werken van de Homologatiecommissie die werd opgericht overeenkomstig het Besluit van 20 december 1992 van de Executieven van de Franse Gemeenschap voorbereiden.

De permanente Vorming voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen vertegenwoordigen bij het validatieconsortium dat werd opgericht door het samenwerkingsakkoord dat gesloten werd op 23 oktober 2002 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest.

De permanente Vorming vertegenwoordigen bij elke commissie die door de Franse Gemeenschap opgericht werd met het oog op het creëren van overstapmogelijkheden tussen het secundair onderwijs en de permanente Vorming.

Op identieke wijze voorziet het aanhangsel dat de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest, elk voor de bevoegdheden die hen aanbelangen, de andere opdrachten die oorspronkelijk aan het IPVMKMO waren toegewezen overhevelen naar een entiteit die zij aanwijzen of creëren.

Het gaat meer bepaald over :

Uitwerken van de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd; promotie van de opleidingen, uitwerking van de programma's van de opleidingen op voorstel van de beroepscomités alsook de erkenning, de coördinatie en de pedagogische evaluatie van de cursussen die in de centra georganiseerd worden;

Uitwerken van de voortgezette opleiding voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen met de steun van de Centra;

Samenwerking met de opleidingscentra : organisatie en coördinatie van het netwerk van de centra, betoelaging, voorstel tot erkenning, pedagogische evaluatie, vorming van de trainers;

Begeleiding en opvolging van de praktische bedrijfsopleiding; begeleiding van de partijen, ook op vlak van oriëntatie van de kandidaten, aanwezigheid tijdens het afsluiten van de leercontracten en de stageovereenkomsten, erkenning van de leercontracten om zo het naleven van de voorwaarden die opgelegd werden voor het afsluiten ervan na te gaan, controle van de kwaliteit van de praktische bedrijfsopleiding en de coherentie ervan met betrekking tot de cursussen die in de Centra georganiseerd worden.

Onderzoeken van de aanvragen betreffende leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd;

Vertegenwoordiging van de verschillende raadgevende instanties of erkenninginstanties op vlak van opleiding

De mechanismen van de leertijd zorgen ervoor dat de opdrachten die voordien aan de middenstandsecretarissen werden toevertrouwd, uitgebreid worden.

De keuze die gemaakt werd vertrouwd echter deze opdrachten niet langer toe aan externe organen maar aan personeelsleden – die « toezichtafgevaardigden » genoemd worden – van de entiteit die deel uitmaakt van de Franse Gemeenschapscommissie of het Waalse Gewest.

Bijgevolg is de erkenningprocedure die voorzien was in artikel 18 van het oorspronkelijke samenwerkingsakkoord niet gerechtvaardigd en de opdrachten die in nr. 4 hierboven aangehaald werden worden opdrachten van de twee gewestelijke entiteiten. Deze zullen concreet gezien verzekerd worden door de afgevaardigde voor toezicht die dus een functie op zich neemt die fundamenteel is voor de alternerende opleiding, namelijk de opvolging van de praktische opleiding van de jongere binnen een bedrijf.

Artikelen 18 en 26 van het oorspronkelijke akkoord werden opgeheven en een overgangsbeschikking werd voorzien in artikel 53 van het aanhangsel voor de middenstandssecretarissen die nog in dienst zijn.

Het geheel van het huidige personeel van het IPVMKMO zal verdeeld worden over de twee nieuwe gewestelijke entiteiten, die aan de overgehevelde agenten een statuut zullen toekennen volgens de regels van het openbaar ambt die hen eigen zijn.

Het personeel dat noodzakelijk is voor de toekomstige werking van het IPVMKMO zal bestaan uit gedetacheerde personen van het personeel van de diensten of organismen die deel uitmaken van het Waals Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschap.

Elk van deze entiteiten organiseert elke informatie-uitwisseling tussen het IPVMKMO en de Centra die daaraan verbonden zijn en op welke het toezicht uitvoert.

Zo geeft het akkoord duidelijk uiting aan een duidelijke wil om een solidariteit te behouden tussen Wallonië en Brussel gezien partnerschappen tussen de verschillende actoren aangemoedigd worden.

Deze wil vinden we voornamelijk terug in het organiseren van een samenwerking tussen de twee gewestelijke entiteiten op vlak van werking van de beroepscomités door tussen hen de voorwaarden voor mobiliteit van leerlingen en kandidaten voor de opleiding tot ondernemingshoofd te verzekeren en tenslotte door een gelijkwaardig getuigschrift af te leveren.

---

Aanhangsel houdende wijziging van de samenwerkingsovereenkomst betreffende de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor Permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, afgesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op artikel 4, 16°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid de artikelen 3, 4° en 10, § 1;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid de artikelen 3, 4° en 10, § 1;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid de artikelen 3, 4° en 10, § 1;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst betreffende de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor Permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, afgesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 mei 1995 houdende goedkeuring van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst van 20 februari 1995;

Gelet op het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995 houdende goedkeuring van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst van 20 februari 1995;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 18 maart 1996 houdende goedkeuring van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst van 20 februari 1995;

Gelet op de beraadslaging van de Franse Gemeenschapsregering van 14 november 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 7 november 2002;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 november 2002;

Overwegende dat het systeem van de dubbele voorgedij over het Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen (IPVMKMO) remmend kan werken op de definitie en de implementatie van het vormingsbeleid, door de starheid die het teweeg brengt in de decisieprocedures en wegens de verplichtingen die voortvloeien uit de toepassing van de 80/20 % sleutel voor de financiering van gemeenschappelijke diensten;

Dat deze situatie, in termen van kwaliteit van het dienstaanbod, weinig gunstige gevolgen heeft voor begunstigen van de vorming, te weten voornamelijk de leerlingen en stagiairs uit de opleiding tot ondernemingshoofd;

Dat de attractiviteit van dit vormingsaanbod hierdoor beperkt wordt, zelfs al laat ze toe uitstekende beroepsinschakelingspercentages te bereiken.

Dat de personeelsleden daarenboven, sedert de oprichting van het IPVMKMO, nog steeds uitzien naar een statuut en dit, gezien de onmogelijkheid om uit de feiten te bepalen wie van de personen onder de bevoegdheid valt van de Franse Gemeenschapscommissie of van het Waals Gewest;

Overwegende dat de huidige structuur van het IPVMKMO niet meer aangepast is aan de evolutie van de vormingsactiviteiten die zich ontwikkelen en diversifiëren in functie van de specifieke socio-economische behoeften van de Gewesten;

Dat de in juli 1998 door het IPVMKMO met de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest afgesloten beheersovereenkomsten de verschuiving van belangrijke opdrachten van de gemeenschappelijke diensten naar de gedecentraliseerde diensten, de « Waalse coördinatie » enerzijds, de « Brusselse territoriale directie » anderzijds reeds hadden bekrachtigd;

Dat het tenslotte evident geworden is, al blijft de wil intact om de solidariteit – op een dynamische en vrijwillige basis en niet een basis die men ondergaat – te behouden, en dus om bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst niet op te zeggen, dat de moeilijkheden in het dagdagelijks beheer de gewenste coherentie in de acties in het net zelf van de vormingscentra verstoren;

Dat bijgevolg, in onderlinge overeenstemming, de situatie die door het geheel van bovengenoemde vaststellingen geopenbaard wordt, verholpen moet worden;

Overwegende dat de organisatie van het IPVMKMO herzien moet worden door onder de Regeringen van het Waals Gewest, van de Franse Gemeenschap en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie een samenwerkingsovereenkomst goed te keuren die een wijziging inhoudt van de overeenkomst betreffende de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor Permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, afgesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-Voorzitter de heer Hervé HASQUIN;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van zijn Minister-Voorzitter de heer Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE en in de persoon van zijn Minister van Onderwijs en Vorming Mevr. Marie ARENA;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van haar Voorzitter, belast met Onderwijs, Beroepsomscholing en Bijscholing, Leerlingenvervoer, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest alsook met Internationale Betrekkingen de heer Eric TOMAS en in de persoon van haar Minister van Beroepsopleiding, Permanente Vorming van de Middenstand en Gehandicaptenbeleid de heer Willem DRAPS,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1. Aan artikel 1 van de samenwerkingsovereenkomst betreffende de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor Permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, afgesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « Hoge Raad voor de Middenstand » vervangen door « Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen ».

b) het tweede lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

« De permanente vorming omvat :

1° de leertijd;

2° de opleiding tot ondernemingshoofd;

3° de voortgezette opleiding;

4° de pedagogische vervolmaking. »

Art. 2. Artikel 2 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 2. De leertijd is een alternerende, kwalificerende vorming die een combinatie is van een praktische opleiding in een onderneming en leergangen voor algemene en professionele opleiding. De leertijd is daarenboven een voorbereiding op de opleiding tot ondernemingshoofd;

Het is het voorwerp van een leerovereenkomst. »

Art. 3. Artikel 3 van dezelfde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 3. De leerovereenkomst is een overeenkomst waarbij een ondernemingshoofd zich ertoe verbindt een leerling een kwalificerende, algemene en technische vorming te geven en waarbij de leerling zich ertoe verbindt de theoretische vakken en de bedrevenheid vereist voor de uitoefening van het beroep aan te leren onder de leiding en het toezicht van het ondernemingshoofd, alsmede de voor zijn opleiding vereiste cursussen te volgen.

De overeenkomst is het voorwerp van een erkenning door de onder artikel 15bis bedoelde eenheid.

De leerling volgt de leergangen in het Centrum van zijn keuze, uit de in artikel 16 bedoelde centra. »

Art. 4. Artikel 5 van dezelfde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 5. § 1. Na advies van het in artikel 15 bedoeld Instituut bepalen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, respectievelijk op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, erop lettend het vrij verkeer van de leerlingen tussen de in artikel 16 bedoelde Centra te verzekeren :

1° de lijst van de in artikel 1 bedoelde beroepen die het voorwerp van een leertijd kunnen zijn;

2° de toegangsvoorwaarden tot de leertijd;

3° de duur van de leertijd, die niet dan vier jaar mag bedragen;

4° de voorwaarden voor de organisatie van de leergangen, de doorlopende evaluatie en de examens;

5° de minimumvoorwaarden waaraan de programma's betreffende de leertijd moeten voldoen;

6° de voorwaarden die de leerlingen de vrije keuze tussen de in artikel 16 bedoelde Centra garanderen.

§ 2. Na advies van de in artikel 15bis bedoelde en onder hun bevoegdheid vallende entiteit, bepalen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft :

1° de modaliteiten betreffende de leerovereenkomst;

2° de beroepsmodaliteiten evenals de voorwaarden voor de erkenning, de opschorting en de intrekking van de erkenning van de leerovereenkomsten;

3° de voorwaarden waaraan de bedrijven moeten voldoen om een praktische opleiding in het kader van de leertijd te mogen geven. »

Art. 5. Artikel 6 van dezelfde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 6. De opleiding tot ondernemingshoofd is een voorbereidende opleiding op het examen voor een leidinggevende functie in een kleine of middelgrote onderneming of voor de uitoefening van een zelfstandig beroep. Zij is een alternerende combinatie van een theoretische opleiding en een praktische opleiding in een onderneming. De theoretische opleiding omvat leergangen beheerskennis en leergangen beroepskennis.

Onafhankelijk van de praktijkervaring die via een stageovereenkomst in een bedrijf moet worden opgedaan, kunnen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft, per type beroep andere bijzondere modaliteiten voorzien voor de praktische opleiding.

De kandidaat volgt de theoretische leergangen in het Centrum van zijn keuze, uit de in artikel 16 bedoelde centra. »

Art. 6. Het vierde lid van artikel 7 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft en in de gevallen die zij bepalen, kunnen de uitreiking voorzien van getuigschriften die het gedeeltelijk volgen van de opleiding of het gedeeltelijk slagen in de proeven aantonen, wanneer de opleiding in modules is ingericht of wanneer een coherent deel van het opleidingsprogramma overeenstemt met een aan de uitoefening van een activiteit gekoppelde reglementering. »

Art. 7. Artikel 8 van dezelfde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 8. § 1. Na advies van het in artikel 15 bedoeld Instituut bepalen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, respectievelijk op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, erop lettend het vrij verkeer van de leerlingen tussen de in artikel 16 bedoelde Centra te verzekeren :

1° de lijst van de in artikel 1 bedoelde beroepen die het voorwerp van een opleiding tot ondernemingshoofd kunnen zijn;

2° de toegangsvoorwaarden van de kandidaten;

3° de duur van de opleiding tot ondernemingshoofd, die niet dan drie jaar mag bedragen;

4° de voorwaarden voor de organisatie van de leergangen, de doorlopende evaluatie en de examens;

5° de minimumvoorwaarden waaraan de programma's betreffende de opleiding tot ondernemingshoofd moeten voldoen;

6° de voorwaarden die de kandidaten de vrije keuze tussen de in artikel 16 bedoelde Centra garanderen.

§ 2. Na advies van de in artikel 15bis bedoelde en onder hun bevoegdheid vallende entiteit, bepalen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft :

1° de bepalingen betreffende de organisatie van de stage in een onderneming;

2° de beroepsmodaliteiten van elkeen tegen wie een beslissing werd genomen door de in artikel 15bis bedoelde entiteit;

3° de voorwaarden waaraan de bedrijven moeten voldoen om een praktische opleiding in het kader van de opleiding tot ondernemingshoofd te mogen geven. »

Art. 8. In hoofdstuk I wordt de aanhef van afdeling 4 vervangen door de volgende aanhef : « De doorlopende vorming. »

Art. 9. Artikel 9 van dezelfde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 9. De doorlopende vorming is een vorming die degenen die de opleiding tot ondernemingshoofd met vrucht hebben voltooid, de bekleders van een zelfstandig beroep of van leidinggevende functies in een kleine of middelgrote onderneming of hun medewerkers de mogelijkheid biedt hun beroepskwalificatie te vergroten, zich aan te passen aan de nieuwe technieken en aan de economische, juridische en sociale evolutie of om zich voor te bereiden op het creëren of overnemen van een kleine of middelgrote onderneming. De doorlopende vorming gebeurt in alle vormen van opleidingsactiviteiten gedurende gans het leven. »

Art. 10. Artikel 10 van dezelfde samenwerkingsovereenkomst wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 11 van dezelfde samenwerkingsovereenkomst wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 12 van de samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 12. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest regelen, ieder wat hem (haar) betreft, de organisatie van de doorlopende vorming. Zij kunnen in de gevallen die zij bepalen, ieder wat hem (haar) betreft, de uitreiking voorzien van aanwezigheids- of bekwaamheidsattesten. »

Art. 13. In hoofdstuk I wordt afdeling 5 die artikel 13 van de samenwerkingsovereenkomst bevat, opgeheven.

Art. 14. Artikel 14 van dezelfde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 14. De pedagogische vervolmaking heeft tot doel de pedagogische en professionele kennis van eenieder die een doorlopende vormingsopdracht vervult, te verbeteren. De pedagogische vervolmaking wordt gegeven in de vorm van conferenties, opleidingscycli of andere activiteiten die de pedagogische waarde kunnen verbeteren.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering regelen, ieder wat hem (haar) betreft, de organisatie van de pedagogische vervolmaking. »

Art. 15. Artikel 15 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 15. Het bij decreet van 31 juli 1991 opgericht Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, hieronder « het Instituut » genoemd, betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt gezamenlijk beheerd door de Franse Gemeenschapsregering, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering.

Het Instituut is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid en gerangschikt onder de instellingen van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op bepaalde instellingen van openbaar nut. Het is onderworpen aan alle bepalingen van voornoemde wet, die van toepassing zijn op de instellingen van die categorie.

Het Instituut vervult de in artikel 20 bedoelde opdrachten. »

Art. 16. Een als volgt opgesteld artikel 15*bis* wordt ingelast :

« Art. 15*bis*. De Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering vertrouwen, ieder wat hem (haar) betreft, de in artikel 20*bis* bedoelde opdrachten toe aan een entiteit die ze aanduiden of oprichten. »

Art. 17. Artikel 16 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 16. § 1. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen, ieder wat hem (haar) betreft, de voorwaarden voor erkenning en intrekking van erkenning van de Centra voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, hierna « de Centra » genoemd, op voordracht van de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit die onder zijn (haar) bevoegdheid valt.

De Centra worden opgericht in de vorm van verenigingen zonder winstoogmerk die vallen onder de wet van 27 juni 1921 waarbij rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering erkennen de Centra en trekken hun erkenning in, ieder wat hem (haar) betreft, op voordracht van de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit die onder zijn (haar) bevoegdheid valt.

De vereniging moet openstaan voor :

1° alle gewestelijke beroepsverenigingen van de middenstand en de zelfstandigen die beantwoorden aan de voorwaarden die vastgesteld zijn door of krachtens de wetten inzake de organisatie van de middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979 en hun uitvoeringsbesluiten.

2° de vakverenigingen, de leden van een nationale beroepsfederatie die beantwoordt aan de voorwaarden die vastgesteld zijn door of krachtens de wetten inzake de organisatie van de middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979 en hun uitvoeringsbesluiten.

De statuten moeten beantwoorden aan de voorwaarden die, ieder wat hem (haar) betreft, zijn vastgesteld door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering. Deze statuten voorzien, meer bepaald, de verbintenis om de in artikel 22 bedoelde opdrachten te vervullen.

§ 2. Op voordracht van de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit die onder zijn (haar) bevoegdheid valt bepalen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, elk wat hem (haar) betreft, de voorwaarden voor de erkenning en het intrekken van de erkenning van de directeurs van de Centra. »

Art. 18. Artikel 17 van dezelfde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Het College van de Franse Gemeenschapscommissie richt en de Waalse Regering, elk wat hem (haar) betreft, beroepscommissies op.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen, elk wat hem (haar) betreft, de werkingsmodaliteiten van deze commissies.

De beroepscommissies vervullen de in artikel 25 bedoelde opdrachten.

Elke in artikel 15*bis* bedoelde entiteit kan met de andere ontwerp-akkoorden afsluiten om onder meer de aanwezigheid te voorzien van respectieve waarnemers in elke beroepscommissie. »

Art. 19. Artikel 18 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt opgeheven.

Art. 20. Artikel 19 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel 20 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 20. Het Instituut vervult de volgende opdrachten :

1° het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, volgens de in artikel 33 bedoelde modaliteiten, adviezen uitbrengen betreffende :

a) de lijst van de in artikel 1 bedoelde beroepen die het voorwerp van een leertijd of van een opleiding tot ondernemingshoofd kunnen zijn;

b) de toegangsvoorwaarden tot die opleidingen;

c) de duur van die opleidingen;

d) de minimumvoorwaarden waaraan die opleidingen moeten voldoen;

e) de voorwaarden voor de organisatie van de leergangen, de doorlopende evaluatie en de examens;

f) de voorwaarden die de leerlingen en de kandidaten ondernemingshoofd de vrije keuze tussen de in artikel 16 bedoelde Centra garanderen;

2° de coherentie tussen de door elke in artikel 15*bis* bedoelde voorgestelde leerprogramma's en programma's voor de opleiding tot ondernemingshoofd nagaan en ook de coherentie tussen de modaliteiten en hun toepassing nagaan;

3° de Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen vertegenwoordigen in het validatieconsortium dat werd opgericht krachtens het op..... door de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie afgesloten samenwerkingsakkoord op het vlak van de validatie van de bevoegdheden op het vlak van de doorlopende beroepsopleiding;

4° de permanente vorming vertegenwoordigen in alle door de Franse Commissie opgerichte commissies die een overstapmogelijkheid willen bieden tussen het secundair onderwijs en de permanente vorming;

5° de werkzaamheden voorbereiden van de Homologatiecommissie voor de getuigschriften en diploma's van de Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen;

6° op verzoek, aan de Franse Gemeenschapsregering, aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie en aan de Waalse Regering adviezen formuleren betreffende de in dit artikel bedoelde opdrachten. »

Art. 22. Een als volgt opgesteld artikel 20*bis* wordt ingelast :

« Art. 20*bis*. De onder artikel 15*bis* bedoelde entiteit vervult de volgende opdrachten :

1° met de medewerking van de centra, de in hoofdstuk 1 bedoelde opleidingen organiseren en promoten;

2° de door de Centra ingerichte leergangen en programma's voor de opleiding tot ondernemingshoofd erkennen, coördineren en betoelagen en het pedagogisch toezicht erover verzekeren;



3° de door de Centra georganiseerde activiteiten inzake doorlopende vorming erkennen, coördineren en betoelagen;

4° met de medewerking van de Centra, de pedagogische vervolmaking organiseren;

5° de partijen adviseren en bijstand verlenen bij het afsluiten van de leerovereenkomst of het stagecontract;

6° de leerovereenkomsten erkennen, de erkenning opschorten of intrekken;

7° waken over het verloop van de leertijd en van de stage in de onderneming;

8° op voorstel van de beroepsfederaties, de programma's betreffende de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd uitwerken;

9° de organisatie van de doorlopende evaluatie en van de examens coördineren in het kader van de leertijd, van de opleiding tot ondernemingshoofd en van de permanente vorming;

10° de in verband met de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd ingestelde beroepen onderzoeken;

11° de Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen vertegenwoordigen in het validatieconsortium dat werd opgericht krachtens het op..... door de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie afgesloten samenwerkingsakkoord op het vlak van de validatie van de bevoegdheden op het vlak van de doorlopende beroepsopleiding;

12° de Permanente Vorming vertegenwoordigen in de verschillende advies- of erkenningsinstanties inzake vorming;

13° op verzoek, aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie en aan de Waalse Regering adviezen formuleren betreffende de in dit artikel bedoelde opdrachten.

Onverminderd de in artikel 20 hernomen en aan het Instituut toevertrouwde opdrachten, kunnen andere opdrachten, elk wat hem (haar) betreft, door het College van de Franse Gemeenschapscommissie of door de Waalse Regering, toegekend worden aan de in artikel 15 bedoelde entiteit, op advies van deze laatste en volgens de modaliteiten die vastgesteld werden door respectievelijk de Franse Gemeenschapscommissie of de Waalse Gewestraad. »

Art. 23. Artikel 21 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 21. Voor de verwezenlijking van hun respectieve opdrachten kunnen het Instituut en de in artikel 15bis bedoelde entiteit onderling of met andere operatoren uit het onderwijs, de vorming of de inschakeling, ontwerp-akkoorden of, in voorkomend geval, partnership- en samenwerkingsakkoorden afsluiten. »

Art. 24. Artikel 22 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 22. De Centra vervullen de volgende opdrachten :

1° met de medewerking van de in artikel 15bis bedoelde entiteit waaronder zij ressorteren, de in hoofdstuk 1 bedoelde opleidingen beheren en promoten;

2° de leergangen, de doorlopende evaluatie en de examens organiseren in het kader van de leertijd, van de opleiding tot ondernemingshoofd en van de permanente vorming;

3° de pedagogische begeleiding van de voor de leergangen ingeschreven personen verzekeren;

4° de programma's van de doorlopende vorming uitwerken en de activiteiten ervan organiseren;

5° de onder de artikelen 4, 7 en 12 bedoelde attesten, getuigschriften en diploma's uitreiken.

Het College van de Gemeenschapscommissie of de Waalse Regering kunnen, elk wat hem (haar) betreft, op advies van de in artikel 15bis bedoelde entiteit die onder zijn (haar) bevoegdheid valt, andere opdrachten aan de Centra toevertrouwen. »

Art. 25. Artikel 23 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 23. De Centra nemen, onder de coördinatie van de in artikel 15bis bedoelde entiteit waaronder zij ressorteren, alle mogelijke initiatieven om de doorlopende vorming te ontwikkelen of te verbeteren. »

Art. 26. Artikel 24 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 24. De in artikel 15bis bedoelde entiteiten evenals de Centra kunnen samen met de beroeps- en interprofessionele federaties doorlopende vormingsactiviteiten uitoefenen. »

Art. 27. Artikel 25 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 25. De beroepscommissies hebben onder meer als taak het geven van adviezen aan de in artikel 15bis bedoelde entiteit onder wiens bevoegdheid zij vallen of het maken van voorstellen met betrekking tot :

1° de inhoud van de leerprogramma's en de programma's voor de opleiding tot ondernemingshoofd;

2° het uitwerken van pedagogische instrumenten met betrekking tot de leerprogramma's en de programma's voor de opleiding tot ondernemingshoofd;

3° de evaluatie- en examennormen die van toepassing zijn op de leerprogramma's en de programma's voor de opleiding tot ondernemingshoofd;

4° elk inzake doorlopende vorming te nemen initiatief. »

Art. 28. Artikel 26 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt opgeheven.

Art. 29. Artikel 27 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt opgeheven.

Art. 30. Artikel 28 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 28. Het Instituut wordt bestuurd door een Raad van Beheer die als volgt is samengesteld :

1° een voorzitter en een ondervoorzitter;

2° acht leden ter vertegenwoordiging van de beroepsorganisaties die beantwoorden aan de voorwaarden die zijn vastgesteld door of krachtens de wetten inzake de organisatie van de Middenstand gecoördineerd op 28 mei 1978;

3° acht leden ter vertegenwoordiging van verschillende interprofessionele organisaties die beantwoorden aan de voorwaarden die zijn vastgesteld door of krachtens de wetten inzake de organisatie van de Middenstand gecoördineerd op 28 mei 1978;

4° vier leden ter vertegenwoordiging van de Centra met raadgevende stem.

Maximum twee derden van de Raad van Beheer zijn van hetzelfde geslacht.

De leden van de Raad van Bestuur mogen geen deel uitmaken van het personeel van de Centra. »

Art. 31. Artikel 29 van dezelfde samenwerkingsovereenkomst wordt opgeheven.

Art. 32. Artikel 30 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 30. § 1. De Waalse Regering benoemt de voorzitter van de Raad van Bestuur op eenparig voorstel van de leden van de Raad van Bestuur. Bij gebrek aan eenparigheid benoemt de Waalse regering de voorzitter op eigen initiatief.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie benoemt de ondervoorzitter op eenparig voorstel van de leden van de Raad van Bestuur. Bij gebrek aan eenparigheid benoemt het College van de Franse Gemeenschapscommissie de ondervoorzitter op eigen initiatief.

§ 2. De Waalse Regering benoemt :

1° zes van de in artikel 28, 2°, bedoelde leden van de Raad van Bestuur op een dubbele lijst van kandidaten die door elke beroepsfederatie worden voorgesteld;

2° zes van de in artikel 28, 2°, bedoelde leden van de Raad van Bestuur op een dubbele lijst van kandidaten die door elke interprofessionele federatie worden voorgesteld;

3° zes van de in artikel 28, 2°, bedoelde leden van de Raad van Bestuur op een dubbele lijst van kandidaten die door elk in het Franstalig gewest gelegen Centrum worden voorgesteld;

§ 3. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie benoemt :

1° twee van de in artikel 28, 2°, bedoelde leden van de Raad van Bestuur op een dubbele lijst van kandidaten die door elke beroepsfederatie worden voorgesteld;

2° twee van de in artikel 28, 2°, bedoelde leden van de Raad van Bestuur op een dubbele lijst van kandidaten die door elke interprofessionele federatie worden voorgesteld;

3° één van de in artikel 28, 2°, bedoelde leden van de Raad van Bestuur op een dubbele lijst van kandidaten die door elk in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen Centrum worden voorgesteld. »

Art. 33. Artikel 31 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 31. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden worden benoemd voor vier jaar.

Elk lid dat niet langer de hoedanigheid heeft op grond waarvan het aangewezen werd, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

Aan het einde van hun mandaat blijven de voorzitter, de ondervoorzitter en de andere leden dat mandaat ten volle uitoefenen zolang er niet in hun vervanging voorzien is.

Elke lid dat niet langer deel uitmaakt van de Raad van Bestuur wordt vervangen binnen de drie maand. In dat geval beëindigt het nieuw lid het mandaat van zijn voorganger.

Binnen een termijn van drie maand na het ontslag of vóór het beëindigen van het mandaat van de in artikel 28, 2° tot 4°, bedoelde leden, nodigen het College van de Franse Gemeenschapscommissie enerzijds en de Waalse regering anderzijds, de beroepsfederaties, de interprofessionele federaties en de Centra uit hun kandidaten voor te stellen, elk op een dubbele lijst. »

Art. 34. Artikel 32 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 32. De Raad van Bestuur beschikt over de volgende bevoegdheden :

1° alle strategische en principebeslissingen nemende betreffende de opdrachten van het Instituut;

2° het College van de Franse Gemeenschapscommissie, de Waalse Regering en de Franse Gemeenschapsregering adviseren inzake permanente vorming; in dat opzicht kan hij meer bepaald voorstellen indienen voor wijzigingen aan de decreten en besluiten die het Instituut moet toepassen;

3° beslissingen nemen, ander dan die inzake dagelijks beheer, betreffende de aan het Instituut toevertrouwde opdrachten, evenals die betreffende een punt dat hem door de in artikel 38 bedoelde leidinggevende ambtenaar aanhangig wordt gemaakt;

4° de Franse Gemeenschapsregering, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering een ontwerpbegroting voorstellen.

Hij beschikt over alle bevoegdheden die nodig zijn om bovengenoemde opdrachten te vervullen.

De in artikel 38 bedoelde leidinggevende ambtenaar brengt driemaandelijks verslag uit bij de Raad van Bestuur over de uitvoering van de door deze laatste genomen beslissingen. »

Art. 35. Artikel 33 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 33. De Raad van Bestuur brengt advies uit, op verzoek van de Franse Gemeenschapsregering, het College van de Franse Gemeenschapscommissie of de Waalse Regering, binnen de dertig kalenderdagen vanaf de verzending van de aanvraag. Bij gebrek hieraan wordt het advies geacht gegeven te zijn.

Wanneer het advies van het Instituut gevraagd wordt krachtens de artikelen 5 en 8, maar het College van de Franse Gemeenschapscommissie dit advies niet volgen, geven zij kennis aan de Raad van Bestuur van de motieven waarop hun beslissing gefundeerd is. »

Art. 36. Artikel 34 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 34. De Raad van Bestuur stelt zijn huishoudelijk reglement op, onder gezamenlijke goedkeuring van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, hetwelk onder meer hert volgende voorziet :

1° de regelen i.v.m. de bijeenroeping van de raad van Bestuur;

2° de regelen i.v.m. het voorzitterschap van de Raad van Bestuur bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter;

3° de bepaling van de handelingen van het dagelijks beheer;

4° de modaliteiten volgens dewelke de in artikel 33 of 33bis bedoelde adviezen gegeven worden;

5° de modaliteiten voor de aanstelling van de persoon die belast is met het secretariaat van de Raad van Beheer. »

Art. 37. Artikel 35 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt opgeheven.

Art. 38. In artikel 36 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst worden de woorden « de vergoedingen en » evenals « vergoedingen en » geschrapt.

Art. 39. Artikel 37 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 37. De Franse Gemeenschapsregering, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering wijzen, ieder wat hem (haar) betreft, een commissaris aan om de bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op bepaalde instellingen van openbaar nut vastgestelde bevoegdheden uit te oefenen.

De leidinggevende ambtenaar van elke van de in artikel 15*bis* bedoelde Centra neemt deel als waarnemer, met raadgevende stem, aan de raad van Bestuur van het Instituut. »

Art. 40. Artikel 38 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 38. De Franse Gemeenschapsregering, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering benoemen eenstemmig de leidinggevende ambtenaar van het Instituut, op de gezamenlijke voordracht van de Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Waalse Regering bevoegd voor de Permanente Vorming.

De Franse Gemeenschapsregering, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering stellen elk één van de drie personeelsleden aan uit de hoogste rangen. »

Art. 41. Aan artikel 33 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In het eerste lid worden de woorden « De administrateur-generaal » vervangen door « De leidinggevende ambtenaar »;

In het derde lid worden de woorden « bedoeld in artikel 41 » ingelast tussen de woorden « personeel » en « en zorgt voor »;

In het vijfde lid worden de woorden « de administrateur-generaal » vervangen door de woorden « de leidinggevende ambtenaar. »

Art. 42. Artikel 40 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 40. In geval van verhindering van de leidinggevende ambtenaar, worden zijn bevoegdheden waargenomen door het aanwezig lid van het in artikel 41 bedoeld personeel, van niveau 1, met de hoogste graad en de meeste anciënniteit in de functie. »

Art. 43. Artikel 41 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 41. De Franse Gemeenschapsregering, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering detacheren personeelsleden die onder hun diensten ressorteren of onder de diensten of instellingen die van hen afhagen, overeenkomstig de bepalingen die hun statuut regelen.

De Franse Gemeenschapsregering, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen gezamenlijk het organigram van het Instituut. »

Art. 44. Artikel 41*bis* van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 41*bis*. De Franse Gemeenschapsregering, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering erkennen dat het pensioenstelsel van het statutair personeel van het Instituut geregeld wordt door de overeenkomst voor het beheer van het pensioenfonds van het personeel van het Instituut, op 25 maart 1992 ondertekend door het Instituut en de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Dit stelsel treedt in werking op 1 januari 1992. »

Art. 45. § 1. Artikel 42 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 42. Voor de uitoefening van de in artikel 20 vastgestelde opdrachten geniet het Instituut, op voorstel van de Raad van Beheer, een begroting samengesteld uit werkingstoelagen vastgesteld door de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest.

De verdeelsleutel tussen de dotaties van de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest is respectievelijk als volgt vastgesteld : 25 %, 15 % en 60 %.

§ 2. Op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze samenwerkingsovereenkomst zorgen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest voor het behouden of het aanbrengen van het meubilair dat noodzakelijk is voor de goede werking van het Instituut. »

Art. 46. De artikelen 42*bis* en 42*ter* van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst worden opgeheven.

Art. 47. Artikel 43 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt opgeheven.

Art. 48. In artikel 44 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt het woord « toelagen » vervangen door het woord « dotaties » en worden de woorden « van de Franse Gemeenschap, » ingelast tussen de woorden « op de begroting » en de woorden « van de Franse Gemeenschapscommissie. »

Art. 49. De artikelen 45 tot 49*ter* van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst worden opgeheven.

Art. 50. Artikel 50 van bovengenoemde samenwerkingsovereenkomst wordt opgeheven.

Art. 51. Er wordt een als volgt opgesteld artikel 52 toegevoegd :

« Art. 52. § 1. De roerende goederen, lichamelijke of onlichamelijke, die verbonden zijn aan de functie die elk overeenkomstig artikel 53 getransfereerd personeelslid bekleedt, worden getransfereerd naar de Franse Gemeenschapscommissie of het Waals Gewest waarnaar het bewuste lid getransfereerd is.

De archieven van het Instituut worden verdeeld onder het Instituut, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest en, in voorkomend geval, ernaar getransfereerd overeenkomstig een lijst opgesteld in een ontwerp-akkoord tussen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering.

De toegang tot de door het Instituut bewaarde archieven is vrij en gratis voor de in artikel 15*bis* bedoelde entiteiten.

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 42, § 2, worden de niet in de voorgaande leden bedoelde roerende goederen verdeeld tussen het Instituut, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest en, in voorkomend geval, ernaar getransfereerd overeenkomstig de lijst opgesteld in een ontwerp-akkoord tussen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering.

De roerende goederen worden getransfereerd in de staat waarin zij zich bevinden evenals met de rechten en plichten die erop betrekking hebben.

Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 1 en 3, § 3, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, wordt het geheel van de intellectuele of industriële eigendomsrechten betreffende de door het Instituut geïnitieerde werken, creaties of opleidingsprogramma's naar de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest getransfereerd overeenkomstig de modaliteiten opgesteld in een ontwerp-akkoord tussen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering.

§ 2. De onroerende goederen, waarvan de inventaris in bijlage I van deze samenwerkingsovereenkomst is opgenomen worden ambtshalve getransfereerd naar het Waals Gewest, in de staat waarin zij zich bevinden evenals met de rechten en plichten die erop betrekking hebben.

§ 3. De rechten en plichten die voortvloeien uit de door het Instituut aangegane contracten en verplichtingen worden verdeeld onder het Instituut, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest en, in voorkomend geval, ernaar getransfereerd overeenkomstig de in bijlage II van deze samenwerkingsovereenkomst voorkomende verdeling.

§ 4. De Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest volgen het Instituut op voor het geheel van de verplichtingen inzake personeel of de goederen die ernaar getransfereerd worden evenals voor de geschillen waarin het Instituut partij is en die betrekking hebben op de in artikel 20*bis* bedoelde opdrachten. »

Art. 52. er wordt een als volgt opgesteld artikel 53 toegevoegd :

« Art. 53. § 1. Onder het personeel van het Instituut bepalen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, elk wat hem (haar) betreft, de personeelsleden die naar de Franse Gemeenschapscommissie en naar het Waals Gewest getransfereerd worden, hetzij als statutair personeel, hetzij als contractueel personeel.

De personeelsleden worden getransfereerd in hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid met behoud van de bezoldiging en de anciënniteit die ze hadden of zouden bekomen hebben indien ze de functie die ze bekleedden op het ogenblik van hun transfer in het Instituut zouden blijven uitoefenen hebben.

§ 2. De personeelsleden die een betrekking bekleden in de diensten van het Instituut, zoals vermeld in bijlage III van deze samenwerkingsovereenkomst worden ambtshalve getransfereerd naar de Franse Gemeenschapscommissie of naar het Waals Gewest.

§ 3. De niet in paragraaf 2 van dit artikel bedoelde personeelsleden waarvan de lijst voorkomt in bijlage IV van deze samenwerkingsovereenkomst worden getransfereerd, hetzij naar de Franse Gemeenschapscommissie, hetzij naar het Waals Gewest, volgens de hieronder vastgelegde modaliteiten.

De in het vorig lid bedoelde personeelsleden worden, via een in uitvoering van deze samenwerkingsovereenkomst getroffen dienstregeling, op de hoogte gebracht van de openstaande betrekkingen bij de Franse Gemeenschapscommissie en bij het Waals Gewest. Zij geven schriftelijk en binnen de twintig kalenderdagen, hun voorkeur voor een van de twee instellingen te kennen.

Zij richten hun aanvraag rechtstreeks tot de voorzitter van de Raad van Bestuur van het Instituut die de ontvangst ervan bevestigt. De voorzitter maakt, binnen de vijf kalenderdagen, de aanvraag over aan de Voogdijminister van het Instituut.

De personeelsleden die over de vereiste kwalificatie beschikken worden, voor elke vrijstaande betrekking, per graad gerangschikt en in deze volgorde getransfereerd :

- 1° het personeelslid van de, in voorkomend geval, in de dienstregeling bedoelde dienst;
- 2° binnen dezelfde bedoelde dienst, of bij ontstentenis van een kandidaat van de bedoelde dienst, het personeelslid met de meeste graadanciënniteit;
- 3° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de meeste dienstanciënniteit;
- 4° bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

De nog steeds vrijstaande betrekkingen worden opgevuld, door de ambtshalve transfer in omgekeerde volgorde van de in bovenstaand lid vastgestelde volgorde, van de personeelsleden die geen voldoening gekregen hebben tijdens de eerste operatie.

§ 4. Wanneer een personeelslid belast is met de uitoefening van een hogere functie in het Instituut, wordt er bij zijn transfer enkel rekening gehouden met zijn graad. Als hij vanaf de datum van zijn transfer en zonder onderbreking, opnieuw belast wordt met de uitoefening van dezelfde hogere functie als deze die hij in het Instituut uitoefende, wordt hij geacht de uitoefening van de hogere functie voort te zetten. »

Art. 53. De zelfstandige leersecretarissen die nog in functie zijn op de dag dat deze samenwerkingsovereenkomst in werking treedt mogen hun huidig statuut behouden tot op 31 juli 2007, in naleving van de, elk wat hem (haar) betreft, door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering vastgestelde voorwaarden.

Art. 54. het decreet van 3 juli 1991 betreffende de Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen wordt opgeheven, uitgezonderd de artikelen 15, eerste en tweede lid, en 20.

Namen, 4 juni 2003.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,  
H. HASQUIN

Voor het Waals Gewest :

De Minister-Voorzitter,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter, belast met Onderwijs, Beroepsomscholing en Bijscholing, Leerlingenvervoer,  
Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest en met Internationale Betrekkingen,  
E. TOMAS

De Minister belast met Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenstand  
en met het Gehandicaptenbeleid,  
W. DRAPS

## Bijlage 1 : Onroerende goederen die van het IFPME overgeheveld worden naar het Waals Gewest

staat waarin zij zich bevinden en met de rechten en plichten die eraan verbonden zijn. Onder de eraan verbonden rechten en plichten verstaat men ook elke verbintenis verbonden aan het bezetten, het financieren, het onderhouden of de werken die aan deze gebouwen werden uitgevoerd, zoals overeenkomsten die gesloten werden met architecten of studiebureaus, contracten voor werken die afgesloten werden met ondernemingen, leningen, onderhoudscontracten, dienstencontracten of aanlevering van water, gas, elektriciteit, telefoon en andere communicatiemiddelen.

GOED	Eigendomsbewijs	Kadastrale beschrijving volgens het eigendomsbewijs	Staat van het goed op 01/09/2003
(gebouw, bijgebouwen en onmiddellijke omgeving)	Belgacom bij akte van Meesters JENTGES en BERQUIN van 26/03/01	Stad BRAINE LE COMTE : een administratief gebouw met kantoren, atelier en een bijgebouw met garages, gelegen chemin du Pont 10A, (werd) gekadastraerd 2e divisie, sectie C, nummer 30F met een oppervlakte van 50 are 50 centiare	bezet
AARLEN gebouw en omgeving - gebouw voormalige Sparwinkel)	AANKOOP van Laurus n.v. bij akte van Meesters JENTGES en CELIS op 16/04/02	Stad AARLEN, afdeling Aarlen :bouwterrein gelegen in de rue de la Meuse, (werd) gekadastraerd 1e divisie, sectie A onder het nr. 1840 M 14 voor 19are 39 centiare; een bouwterrein gelegen in de avenue Patton, (werd) gekadastraerd 1e div., sectie A onder het nr. 1841 R 2 voor 11 are 69 centiare; een terrein in bouwgebied, (werd) gekadastraerd 1e div., sectie A, deel van nr.1840 A 19 voor 19are 66 centiare; daarbij inbegrepen alle daar opgetrokken bouwwerken.	bezet
HUY - VILLERS LE BOUILLET (terrein)	AANKOOP van SPI+ via CAI van Luik op 22/05/02	Gemeente VILLERS-LE-BOUILLET - 1e divisie vroeger Villers-le-Bouillet - M.C. 2516 : perceel (dat werd) gekadastraerd sectie A nr. 297 p en deel van de nrs. 298c, 298/2, 294g, 294e et 297 l, (vroeger gekadastraerd deel van de nrs. 297c, 297b, 298a, 235b, 294c, 294b en weg nr. 4), voor een oppervlakte 20.000 m <sup>2</sup>	lopende bouwwerken
DINANT-Dienst IFPME (gebouwt rue Fétis, 63)	AANKOOP van de Stad Dinant via CAI van Namen op 09/07/02	DINANT - 4e divisie - BOUVIGNES : een kantoorgebouw in de rue Fétis, nr. 63, (werd) gekadastraerd sectie A, nr. 17 Y, voor een totale oppervlakte van 15 a 85 ca.	bezet
LA LOUVIERE (terrein rue des Boulonneries)	OVERDRACHT door het Centre Infop via Meester JENTGES op 23/12/02	Stad LA LOUVIERE - 2e divisie : een perceel van een terrein met opslagplaats rue des Boulonneries, nr. 1, gekadastraerd onder titel sectie D nrs. 88 B 11 deel en 88 D 11 deel voor een oppervlakte van 57 a 20 ca en volgens het recent uittreksel gekadastraerd in de kadastrale legger sectie D nr. 88 G 11 voor dezelfde oppervlakte.	lopende bouwwerken
DINANT (deel perceel CFPME + maandelijheid)	OVERDRACHT door Centre Cfpme via Meester MATTOT van een deel van het perceel oo 10/02/03	Gemeente DINANT - 4e divisie - BOUVIGNES :een perceel gelegen in de rue Fétis, sectie A, nr. 20X/ deel van een oppervlakte van 17 a 25 ca.	lopende bouwwerken
LIEGE ST Nicolas (deel terrein voor CdC Auto)	OVERDRACHT door Formation Pme Luik via Meesters JENTGES et DELIEGE op 25/04/03	Stad LUIK - 15E DIVISIE : een perceel ingenomen door een geheel van administratiegebouwen, opslagplaatsen en ateliers in de rue Saint -Nicolas, 68, 70 en 74, gekadastraerd sectie C nr. 414 X volgens een recent uittreksel uit de kadastrale legger voor een oppervlakte van 1 ha 97 a 43 ca en nrs. 405 S, 405 R, 412 Y, 414 T et 414 V voor een oppervlakte van 1 ha 79 a 92 ca volgens akte, om zo een meetoppervlakte te verkrijgen van 1 ha 24 a 11 ca zoals voorgesteld onder rood lint en "Lot 2" op het plan als bijlage van de overdrachtakte .	lopende bouwwerken
NAMUR "Villa Lemaître"	AANKOOP van Format pme Namen bij akte van Meester JENTGES, in juni 2003	Stad NAMEN - 2e divisie : villa met nabij terrein rue Henri Lemaître, 69, (werd ) gekadastraerd sectie G, deel van nr. 218 l 5 voor een oppervlakte van 3 a 50 ca	

BIEN	Origine propriété	Titre	date acte	Description cadastrale
LIEGE St Gilles (bâtiment)	Communauté française puis transfert RW le 19/07/2001 par arrêté	Transfert RW à IFPME puis c. emphy entre IFPME et Centre via Maître JENTGES	A FIXER	Ville de LIEGE : un bâtiment scolaire sis rue St-Gilles, 452, cadastré ou l'ayant été à LIEGE, 13ème division, section E, numéro 117 H pour une contenance de 38 ares 78 centiares
Ex CENAM (bâtiment)	Communauté française puis transfert RW le 19/07/2001 par arrêté	Transfert RW à IFPME puis c. emphy entre IFPME et Centre via Maître JENTGES	A FIXER	Ville de NAMUR : un bâtiment scolaire sis rue Henri Lemaitre, 69, cadastré ou l'ayant été à Namur, 2ème division, section G, numéro 218 M 5, pour une contenance de 6 ares et 31 centiares
FOCLAM (bâtiment et abords)	Communauté française puis transfert RW le 19/07/2001 par arrêté	Transfert RW à IFPME puis c. emphy entre IFPME et Centre via Maître JENTGES	A FIXER	Ville de TOURNAI : un bâtiment scolaire sis rue Guillaume Charlier, 132, cadastré ou l'ayant été à TOURNAI, 2ème division, section 1, numéro 66 R 2, pour une contenance 39 ares et 80 centiares

Légende : CAI = Comité d'acquisition d'immeubles - CdF = Centre de formation réseau IFPME - CdC = Centre de compétence (partenariat)

**SORTIES DU PATRIMOINE IMMOBILIER IFPME**

Mise à jour :  
20/01/2003

BIEN	Origine propriété	Propriété IFPME via un(e)	Modalité de sortie du patrimoine	date acte Sortie	destination produit de la transaction
HUY Sud (terrain place des Tileuls)	SNCB puis Cté française	Vente Cté frç à l'IFPME pour franc symbolique, via CAI Liège, le 13/12/2001	Vente au Centre Régional Hospitalier de Huy via le C.A.I. de Liège	06/03/2002	3.300.000 fb ou 81.804,86 € reçus du CAI 28/06/02, réinvestis dans Cdf Villers-le-Bouillet (chantier en cours)



Bijlage 2 : Rechten en plichten die voortkomen uit de  
verbintenissen die aangegaan worden door het IPVMKMO  
(Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en  
de Kleine en Middelgrote ondernemingen).

2.1. Gehuurde onroerende goederen

De rechten en plichten van het Instituut betreffende de gehuurde gebouwen worden overgeheveld of behouden overeenkomstig de hieronder hernomen verdeling, daarbij inbegrepen zijn de huurcontracten en elke andere verbintenis die verbonden is aan het bezetten en het onderhoud ervan, zoals verzekeringscontracten, ondernemingscontracten, dienstverleningscontracten of ter beschikking stellen van nutsvoorzieningen zoals water, gas, elektriciteit, telefoon en andere communicatiemiddelen:

2.1.1. Behoud bij het Instituut van de rechten en plichten betreffende het onroerend goed op Kunstlaan 39 te 1040 Brussel

2.1.2. Overheveling naar de Franse Gemeenschapscommissie van het ter beschikkingstellen van het volgende gebouw

- Kantoren van de Direction Territoriale de Bruxelles, Stallestraat 292B te 1180 Brussel.

2.1.3. Overheveling naar het Waals Gewest van de rechten en plichten betreffende de volgende onroerende goederen:

- Coordination wallonne - Boulevard Audent, 14/5 en 14/4 te 6000 Charleroi
- Direction territoriale du Hainaut – Boulevard Audent, 31/1 te 6000 Charleroi
- Service de Charleroi – Rue Léopold, 19 te 6000 Charleroi
- Service de Mons – Chaussée de Binche, 101D – Bloc 3 te 7000 Mons
- Service de Tournai – Rue E. Delwart, 12 – 7500 Doornik
- Direction territoriale de Namur – Avenue Golenvaux, 25 te 5000 Namen
- Service du Brabant wallon – Rue de la Station, 17 te 1300 Limal
- Service du Brabant wallon Rue de Mons, 125 te 1480 Tubeke
- Service de Namur – Rue Henri Lemaître, 69 te 5000 Namen
- Service de Libramont – Rue de la Scierie, 15 te 6800 Libramont
- Permanence de Vielsalm à l’Institut Luxembourgeois de Promotion sociale
- Direction territoriale de Liège et Service de Liège– Rue Château Massart, 11 te 4000 Luik
- Service de Verviers – Rue de la Cité, 2 te 4800 Verviers
- Service de Huy – Avenue des Ardennes, 7/21 te 4500 HUY

Alsook elke andere overeenkomst die gesloten werd met organismen of instellingen met het oog op het plaatselijk ter beschikking stellen voor de permanentie van de Afgevaardigden voor toezicht.

## 2.1. Rechten en plichten betreffende het ontwikkelen van software

2.2.1. De rechten en plichten die voortkomen uit het gebruik van de specifieke software voor het uitoefenen van de eigen activiteiten worden overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie en naar het Waals Gewest overeenkomstig de modaliteiten die vastgelegd werden in een akkoordprotocol tussen de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest.

- GAP Paie (betaling van de trainers).

2.2.2. De rechten en plichten die voortkomen uit het gebruik van specifieke software voor het uitoefenen van de eigen activiteiten worden overgeheveld naar het Waals Gewest:

- ShéHérazade – Arno – Félix
- Bob Software – boekhouding

## 2.3. Overheveling van conventies en partnerschappen buiten de Europese Unie

De rechten en plichten die voortkomen uit de contracten en verbintenissen met de internationale partners buiten de Europese Unie worden overgeheveld naar:

### 1) De Franse Gemeenschapscommissie

<b>Land</b>	<b>Internationale projecten buiten de Europese Unie</b>
Bénin	Beroepsopleiding Hotel – Toerisme in samenwerking met het Institut Arthur Haulot
Tunesië	Vorming – Afwerken van de Toeristische Gids Zakelijk Toerisme
Marokko	Vorming – Afwerken van de Toeristische Gids

## 2) het Waals Gewest

Land	Internationale projecten buiten de Europese Unie	Contracterende Partij
<b>LMOE-gebied</b>		
Roemenië	« Ontwikkeling van de KMO's: fase II » 2003-2004	DRI      WG
Bulgarije	« Ontwikkeling van de KMO's » 2003-2004 2004-2005	DRI WG
Polen	« Ontwikkeling van de KMO's : Oprichten van een onderneming en voortgezette opleiding voor ICT »	DRI WG
	« Beroepsopleiding van leerlingen en werknemers van KMO's » 2002-2004	DRI WG
Tsjechische Republiek	« Industriële reconversie en ontwikkeling van de KMO's » 2003-2005	DRI WG
Slovakije	« Beroepsopleiding : pedagogische methodes en voortgezette opleiding » 2002-2003	DRI WG
<b>NIS-gebied</b>		
Rusland	« Federatie van de bedrijfsleiders van de KMO's voor arbeidsongevallen in het westen » 2003-2005	DRI WG
<b>Gebied Noord-Amerika</b>		
Québec	« Validatie van de competenties »	DRI
	« Pedagogische innovatie met integratie van de concepten van alternering en modularisering » 2003-2005	DRI WG
	« Entrepreneurschap – Studies » 2003-2005	DRI WG
<b>Gebied Caraïben</b>		
Haïti	« Beheer van het 4 x 4 voertuig Hyundai Galloper II »	DRI
	« Lokale economische ontwikkeling en socio-economische integratie van jongeren »	DRI – APEFE WG

Land	Internationale projecten buiten de Europese Unie	Contracterende partij
<b>Gebied Noord-Afrika en Midden-Oosten</b>		
Tunesië	« Toerisme (CGT ?) »	A préparer DRI – WG COCOF
Marokko	« Leertijd: fase II » 2003-2005	DRI WG
	MEDA « Leercontract – Ambacht »	- Europees programma MEDA - Departement Beroepsopleiding
<b>Gebied Afrika ten zuiden Sahara</b>		
DR Kongo	« Vorming ondernemerschap » 2002- ?	DRI – WG APEFE
	« Steun aan de KMO's in Kinshasa »	Voor te bereiden DRI – WG APEFE
Senegal	« Steun voor de ontwikkeling van de privé-sector in Senegal. Vorming en ondernemerschap » 2003-2005	DRI            WG
	« Steun voor de ontwikkeling van de privé-sector in Senegal Technische opleiding – Ondernemerschap – Kédougou » 2003 - 2005	APEFE – DRI WG
	Ontwikkeling van het ecologisch toerisme. 2003-2005	APEFE – DRI WG
	Beroepn in het toerisme : erfgoed, beroepsopleiding. 2003-2005	DRI WG
<b>gebied Azië</b>		
Vietnam	« Beheer van KMO's in een markteconomie » 1999-2003 2004-2006	DRI – WG Delegatie W-B
	« Ontwikkeling van guest rooms en landelijke vakantiehuisjes » 2001-2003 2004-2006	DRI – WG Nationaal bestuur voor toerisme Delegatie W-B

#### 2.4. Overheveling van conventies en partnerschappen Europa

## 1) naar de Franse Gemeenschapscommissie

Contracterende partij of partner	Datum aanvang contract	Voorwerp van het contract of de conventie
IPVMKMO CCBC FFC	30/04/2002	Bâtiform : sectorieel kaderakkoord in het Brussels gewest voor de vervolmaking van de werknemers in de bouwsector
ESPACE PME FORMATION	01/01/2003	Bâtiform : modaliteiten voor organisatie en financiering tussen het Instituut en ESPACE FORMATION PME voor de vervolmaking van de werknemers van de Bouwsector op zaterdag

Alsook alle rechten en plichten die voortkomen uit contracten en verbintenissen die aangegaan werden door het Instituut voor het opstarten van de projecten die gefinancierd worden door de Europese Unie en gesloten werden met de erkende Brusselse opleidingscentra.

## 2) naar het Waals Gewest

- Alle rechten plichten die voortkomen uit de contracten en verbintenissen die aangegaan werden door het Instituut voor het opstarten van de actie PME CREATION en gesloten werden met operatoren of organismen die actief zijn op het grondgebied van het Franstalig deel van het Gewest, daarbij inbegrepen de opleidingscentra, worden overgeheveld naar het Waals Gewest.
- Alle rechten plichten die voortkomen uit de contracten en verbintenissen die aangegaan werden door het Instituut voor het opstarten van projecten die door de Europese Unie worden gefinancierd en die gesloten werden tussen operatoren of organismen die actief zijn op het grondgebied van het Franstalig deel van het Gewest, daarbij inbegrepen de erkende opleidingscentra, worden overgeheveld naar het Waals Gewest.
- De volgende rechten en verbintenissen worden eveneens naar het Waals Gewest overgeheveld :

Contracterende Partij of partner	Datum begin contract	Voorwerp van het contract of de conventie
FEBECOOP de participation Agence Conseil Wallonie Université de Mons-Hainaut CAIPS Fond ECOSOC	27/03/2002	Equal Qualicrea : conventie van partnerschap voor ontwikkeling (OP) – nationaal niveau

Agence de développement de l'Aisne (FR), SPEGA (IT)	15/02/2002	Equal Qualicrea : akkoord voor transnationale samenwerking (ACT)
<b>Contracterende Partij of partner</b>	<b>Datum begin contract</b>	<b>Voorwerp van het contract of de conventie</b>
ETIC (ESCOLA TECNICA de IMAGEMEMUNICACAO-Portugal) Promotor Léonardo	14/12/2001	Leonardo Interactive TV : partnerschapsconventie
ASBL La Source à Bouillon	24/08/2002	Oganiseren van een doorgedreven omleiding voor een publiek dat gekozen wordt door de vzw La Source, nadien volgt integratie
AFPA Yutz	15/10/2001	Gemeenschappelijke organisatie van een opleiding in het kader van het Europees College voor Technologie Ter beschikkingstellen personeel van AFPa
Ensemble des centres Wallons du réseau	17/01/2003	Bâtiform : modaliteiten voor organisatie en financiering tussen het Instituut en de centra van het netwerk voor vormingsacties voor de vervolmaking van de werknemers van de Bouwsector op zaterdag
CSTC CCW FOREM CIFFUL	01/01/2002	Maestro : budgettaire verdeling tussen de interveniënten van de actie "aide à la gestion de la TPE" Modaliteiten voor organisatie
CCW FOREM-Formation CRR ABPE FWEV CEVORA	01/12/2002	Organisatie van sessies van 12 modules van 3 uur betreffende het technisch lastenboek van de Waalse wegen ( WG 99).
CCW - porteur du projet CSTC CIFFUL FOREM MET FFC	18/12/2002	Equal Insereco : (bouwsector : sectoriële raadgevers) Conventie voor nationaal partnerschap. Modaliteiten voor organisatie
CSTC -porteur du projet CCW CIFFUL FOREM	01/01/2003	Doelstelling 3 Coduform : Europees project voor de duurzame bouw
Forem Sysfal Educam Awiph CCW EPS Bruxelles-formation	15/05/2002	Equal Observatoire de l'Alternance : Conventie voor Nationaal Partnerschap
TERTIUM (I) ANFA (F) INSTEP (F) CINEL (P)	01/05/2002	Equal Coupole : Akkoord voor transnationale samenwerking
Forem ULG: porteur du projet Technifutur Technofutur 3	15/05/2002	Equal Formation à distance : Conventie van het nationale OP

Contracterende Partij of partner	Datum begin contract	Voorwerp van het contract of de conventie
PEA-CRITT (F) SPI (P)FAFEA (F)Symbiose (NL)Landbrukuniversitet (S)	01/09/2002	Equal E-Food : Transnationaal Samenwerkingsakkoord
ISFOR FIAT (I)	01/11/2002	Equal FAD : Transnationaal samenwerkingsakkoord voor afstandsonderwijs ISOR Fiat
Forem : porteur du projet Bruxelles Formation IFP AFOSOC CRF T'Interim (Trace)	15/05/2002	EQUAL Etoile : Conventie van het nationale OP
Forem Cefora	01/09/2002	EQUAL Tutorat Mode d'emploi : Conventie van het nationale OP
Awiph Forem T interim UVCW Kabinet van de Minister van Binnenlandse Zaken en het Openbaar Ambt Kabinet voor Werkgelegenheid en Opleiding Kabinet van de Minister voor Sociale Zaken MWG CESRW ManPower	01/09/2002	EQUAL Saphrane : Conventie van het nationale OP
Ministerie voor Onderwijs van het Groot Hertogdom Luxemburg : projectverantwoordelijke	01/11/2001	LEONARDO tweede kansonderwijs : pedagogisch model, partnerschapsconventie
Association Formation Professionnelle Bâtiment du Loiret	01/11/2001	LEONARDO Redac : partnerschapsconventie
Ente Bilatérale Emilia Romagna	01/11/2001	LEONARDO Dream Job : partnerschapsconventie
IT-MEDIA (F)	01/11/2001	LEONARDO Dante : partnerschapsconventie
Delta Management	01/09/2002	EQUAL observatoire de l'alternance : Convention de Sous-traitance Charte de la Qualité
FOREM: porteur du projet	01/06/2002	EQUAL Firt : Convention du OP national
Instep Formation ( F) Porteur FOCLAM Centre PME Charleroi	02/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Modalités d'organisation entre les partenaires
Région wallonne	01/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Octroi du subsidie WG à l'IPVMKMO

<b>Contracterende Partij of partner</b>	<b>Datum begin contract</b>	<b>Voorwerp van het contract of de conventie</b>
Waals Gewest Instep Formation	01/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Octroi du subside FEDER. Modalités de gestion du projet
Waals Gewest Instep Formation	16/01/2003	Epicuriales III : FEDER. Arrêté de subvention AB 413400 programme 13 section 11
FOREM Hte Ecole Roi Baudouin Isic :PROMOTEUR Hte Ecole Cté Française Isims	01/07/2002	Objectif 1 Phasing out FORME : Modalités d'organisation entre les partenaires. Mise sur pied du Comité de pilotage
Syntra West . PromoteurIPVMKMOFOCLAMCentre PME Charleroi	01/01/2003	INTERREG III Télélanguages : Modalités d'organisation entre les partenaires. Mise sur pied du Comité de pilotage
FOREM: Centre de compétences Hainaut logistique IPVMKMO Promoteur Centre INFOP Centre Montois	01/01/2003	OBJECTIF 1 PHASING OUT Automobile concept : Modalités d'organisation entre les partenaires. Mise sur pied du Comité de pilotage
FUNDP	01/01/2003	Equal FAD : Recherche action visant à expliciter les politiques et les stratégies de formation de l'IPVMKMO et la place possible

## 2.5. Overheveling van gewestelijke en gemeenschapsconventies en partnerschappen

De rechten en plichten die voortkomen uit de contracten en verbintenissen met de gewestelijke en gemeenschapspartners worden als volgt verdeeld

### 1) Franse Gemeenschapscommissie

<b>Contracterende Partij of partner</b>	<b>Datum begin contract</b>	<b>Voorwerp van het contract of de conventie</b>
ORBEM	11/09/98	Samenwerking met het oog op het bevoordelen van vorming en professionele integratie van werkzoekenden
Commission communautaire française	01/08/97	Updaten bij INFAC van een vormingsproces voor begeleiding bij het oprichten van een onderneming
FFC / CCB-C	01/01/02	Samenwerkingsconventie - bouwsector
Le fond bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle	01/01/97	Inschakelen van gehandicapte personen (opleiding ondernemingshoofd)
C.H.S.	15/09/97	Jongeren met een auditieve handicap de mogelijkheid bieden om vorming met leercontract of tot ondernemingshoofd te volgen



## 2) het Waals Gewest

<b>Contracterende Partij of partner</b>	<b>Datum begin contract</b>	<b>Voorwerp van het contract of de conventie</b>
APCE	18/12/00	Creëren van samenwerkingsassen tussen de twee organismen
FOREM, Enseignement de promotion sociale OISP-EFT AWIPH	15/01/98	Creëren en ontwikkelen van de Carrefour Formation
EDUCAM	27/06/01	Creëren van sectorieel comité voor de automobielsector
FOREM		Realiseren van het project "Formation à la gestion du système par l'apprentissage et à l'élaboration de référentiels"
Het « Participatiefonds »	10/06/01	Begeleiding van de begunstigen van de lanceringsleningen die door het Fonds worden toegekend
Centre de Mons EFT Droit et Devoir	Début 2002 (pas de date)	Samenwerking met het ook op de sociale en professionele herintegratie van werkzoekenden
Waals Gewest	14/05/02	Conventie tussen het Waals Gewest - IPVMKMO (projet Métiers de bouche)
Waals Gewest	06/11/02	Conventie betreffende Centre de compétence des métiers de la bouche
Waals Gewest	06/03/03	Besluit tot toelage AB 61.03.13 programma 13 afdeling 11 « Métier de bouche »
Waals Gewest	14/05/02	Conventie tussen het Waals Gewest - IPVMKMO (projet Technologies de l'Automobile de Liège)
Waals Gewest	06/11/02	Conventie betreffende het project Centre de compétence automobile

<b>Contracterende Partij of partner</b>	<b>Datum begin contract</b>	<b>Voorwerp van het contract of de conventie</b>
FOREM Educam	13/12/02	Kaderconventie voor vorming en professionele opnemings in de automobielsector en de ermee verbonden sectoren
Waals Gewest	06/03/03	Besluit tot toelage , « technologie de l'auto » AB 61.03.13 programma 13 afdeling 11
FOREM Formation Educam Formation PME Liège Huy Waremmes CFTA	25/11/02	CCTA
Interfédération	20/06/02	Partnerschap IPVMKMO - INTERFEDERATION Kaderconventie
Waals Gewest INSTEP	01/04/02	Conventie vergelijkend examen FEDER Toepassing van het project epicurial 3
CIFOP (Femmes entrepreneurs belges)	01/08/02	Partnerschapsconventie Samenbrengen van de processen voor het ontwikkelen van ondernemersgeest
Waals Gewest FOREM CCW FFC	22/03/2002	Kaderakkoord met vijf partijen voor de bouw in Wallonië
Waals Gewest	06/11/02	Conventie met betrekking tot het project Centre de formation aux métiers de la construction in Dinant
FOREM	01/10/02	Bijzondere conventie betreffende het dekken van de kosten voor de selectie en de voorbereiding van de kandidaten voor de Mondial des Métiers 2003
FOREM	28/08/02	Conventie bijkomende acties voor beroepsopleiding voor volwassenen in het kader van het ontwikkelen van een competentiecentrum voor de beroepen van de HORECA-sector
FOREM Opérateur ECDL Belgique France	01/02/03 01/02/06	Conventie : Europees computerrijbewijs
FOREM UWE	14/04/03	Competentiecentrum "Management - Handel"
Waals gewest	01/01/03	Starten met de realisatie van de documentaireclips rond de beroepen
Waals Gewest	A la signature	Autoform
FOMELEC ANPEB	17/09/02	Sectorieel comité van de elektricienssector
Waals Gewest	26/02/03	Creëren van een Centrum voor Beroepsopleiding voor kunstberoepen en hedendaagse ambachten in Péronnes les Binche

## 2.6. Overheveling van andere conventies (Diensten)

<b>Contracterende Partij of partner</b>	<b>Datum begin contract</b>	<b>Voorwerp van het contract of de conventie</b>
Mamatango	01/01/03	Realisatie van de documentaireclips voor de beroepen
Centre de recherche PME et d'Entrepreneuriat (Liège)	01/01/03	Uitvoeren van een onderzoek rond professionele integratie
COMANCHE SA (N. Verhulst)	23/04/03 → 30/11/03	Software FOBA
MN FACTORY SPRL (J. Renard)	22/02/02	Software voor basisopleiding en voortgezette opleiding
H. de Hanonville	10/09/01	Onderhoud voor de werking van hardware en software
BEWEL asbl	10/12/02	Aanduiden van een preventieadviseur, opgelegd door de wet van 11 juni 2002 met betrekking tot « geweld en pesten op het werk »

### Bijlage 3 : Leden van het personeel die ambtshalve overgeplaatst worden

#### 3.1. Lijst van het personeel dat ambtshalve naar de FGC wordt overgeplaatst

Direction Territoriale de Bruxelles  
Stallestraat, 292 bis – 1180 UKKEL

<b>Dienst</b>	<b>Statuut</b>	<b>Naam Voornaam</b>
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutair	DE DRIJVER Arlette
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutair	DE MARE Anne
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutair	HUYGHE Stéphan
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutair	LINOTTE Françoise
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutair	MULOT Françoise
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	ALLALI Hannah
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	BAUFAYT Emmanuel
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	COURTIOL David
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	DELHAISE Jean-François
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	DENYS Daniel
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	DESOMER NANCY
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	EMMANUELIDIS Raphaël
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	ERPICUM Bernadette
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	FONTAINE Pascale
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	FOURNIL Catherine
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	JACQUART Patricia
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	KEMPENAERS Nathalie
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	KHEMISSI Brahim
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	LECRIGNIER Stéphane
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	LEFEBVRE Valérie
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	LEONARD Véronique
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	LISEN Nadine
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	MARTIN Laurent
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	MORENO Carmen
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	NAVARRA Stefania
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	ROYER Philippe
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel	SAHLI Nouredine
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractueel A.C.S.	STERCKX Colette

DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES

Contractueel

VAN MAAREN Isabelle

### 3.2. Lijst van het personeel dat ambtshalve naar het Waals Gewest wordt overgeplaatst

#### 3.2.1. Coordination Wallonne

Coordination Wallonne  
Boulevard Audent, 14/5 – 6000 CHARLEROI

<b>Dienst</b>	<b>Statuut</b>	<b>Naam Voornaam</b>
COORDINATION WALLONNE	Statutair	BOUNAMEAUX Jacques
COORDINATION WALLONNE	Statutair	CACCIOLA Alsidia
COORDINATION WALLONNE	Statutair	DEFAWES Jean-Louis
COORDINATION WALLONNE	Statutair	DELIEGE Bernadette
COORDINATION WALLONNE	Statutair	LINDER Michèle
COORDINATION WALLONNE	Statutair	MONTEYNE Patrick
COORDINATION WALLONNE	Statutair	ROEKAERTS Jeanine
COORDINATION WALLONNE	Statutair	SPLINGAIRE Marielle
COORDINATION WALLONNE	Statutair	VAN STRATUM Jean-Pierre
COORDINATION WALLONNE	Statutair	WATTIEZ Claude
COORDINATION WALLONNE	Statutair	ZIMMER Françoise
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	ADAM Dominique
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	ALFIERI Myriam
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	ARENTS Nancy
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	BIDAULT Evelyne
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	BINDI Sonia
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	BRAINE Jean-Pierre
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	CARTON Anne Cécile
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	CRAPIZ Mauro
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	CUVELIER Daniel
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	CUVELIER Isabelle
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	DAUBY Yvan
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	DENEYS Vincent
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	DEVREUX Christine
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	DROPSY Daniel
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	DRUEZ Geneviève
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	FALESSE Mireille
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	FALQUE Wendy
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	FERRARA Michel

COORDINATION WALLONNE	Contractueel	GOFFIN Marie-Luce
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	GUSTIN Micheline
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	HITTELET Charles
<b>Dienst</b>	<b>Statuut</b>	<b>Naam Voornaam</b>
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	HONOREZ Maryse
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	LACOUR Sébastien
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	MARCHESINI Annick
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	MARQUET Pierre-Richard
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	MICHE Jennifer
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	MICHEL Aude
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	MILIS Isabelle
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	NOEL Marie-Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	PLUVINAGE Nathalie
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	RADIAN Viorica
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	RENARD Daniel
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	RENAUX Sébastien
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	ROCHET Jean-Philippe
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	SNIJCKERS Geneviève
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	STEPHENNE Corinne
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	STRASSERA Agnès
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	VILLETTE Sandrine
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	WASTERLAIN Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	WAUTHIER Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	WINDERS Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractueel	YERLES Pierre-Paul

### 3.2.2. Direction Territoriale du Hainaut

Direction Territoriale du Hainaut  
Boulevard Audent, 31 bus 26 (1<sup>e</sup> verdieping) – 6000 CHARLEROI

<b>Dienst</b>	<b>Statuut</b>	<b>Naam Voornaam</b>
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutair	BAUFFE Michel
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutair	DE JEAGHEER Monique
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutair	LEFEBVRE Catherine
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutair	NEDERGEDAELT Christian
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractueel	BAUGARD Michèle
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractueel	BERGERET Eric
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractueel	DENIL Frédéric

DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractueel	MARCHAL Jean-François
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractueel	PAQUET Catherine

**Service de Charleroi**

Service de Charleroi  
Rue Léopold, 19 – 6000 CHARLEROI

Dienst	Statuut	Naam Voornaam
SERVICE DE CHARLEROI	Statutair	FONTAINE Frédéric
SERVICE DE CHARLEROI	Statutair	LEJEUNE Claude
SERVICE DE CHARLEROI	Statutair	MILAIRE Marie-Madeleine
SERVICE DE CHARLEROI	Statutair	MONFORT Brigitte
SERVICE DE CHARLEROI	Statutair	NICOLETTI Adriana
SERVICE DE CHARLEROI	Statutair	PARMENTIER Isabelle
SERVICE DE CHARLEROI	Contractueel	DACHELET Nancy
SERVICE DE CHARLEROI	Contractueel	DE VRIESE Marc
SERVICE DE CHARLEROI	Contractueel	ROUSSEAU Jérôme
SERVICE DE CHARLEROI	Contractueel	THOMAS Sabrina
SERVICE DE CHARLEROI	Contractueel	ZOVETTI Françoise

**Service de Mons**

Service de Mons  
Chaussée de Binche, 101 D/Bloc C (3<sup>e</sup> verdieping) – 7000 MONS

Dienst	Statuut	Naam Voornaam
SERVICE DE MONS	Statutair	BRIFFEUIL Nadine
SERVICE DE MONS	Statutair	HACHEZ Dominique
SERVICE DE MONS	Contractueel	DE COOMAN Laurent
SERVICE DE MONS	Contractueel	DEBLANDER Joseph
SERVICE DE MONS	Contractueel	DEWEER Jocelyn
SERVICE DE MONS	Contractueel	HONORE Laetitia
SERVICE DE MONS	Contractueel	LABBY Marianne
SERVICE DE MONS	Contractueel	MALENGREAUX Anne-Marie
SERVICE DE MONS	Contractueel	MARON Christine
SERVICE DE MONS	Contractueel	TRIBOUT Laurence

**Service de Tournai**

Service de Tournai  
Boulevard Delwart, 12 – 7500 DOORNIK

Dienst	Statuut	Naam Voornaam
SERVICE DE TOURNAI	Statutair	DELLOYE Francine
SERVICE DE TOURNAI	Statutair	DUQUESNE Claude
SERVICE DE TOURNAI	Statutair	DUVEILLIER Adeline
SERVICE DE TOURNAI	Contractueel	DE COCK Bruno
SERVICE DE TOURNAI	Contractueel	DECANT Marie-Hélène

SERVICE DE TOURNAI	Contractueel	DELCROIX Gabrielle
SERVICE DE TOURNAI	Contractueel	LAENEN Sylvie
SERVICE DE TOURNAI	Contractueel	TELLIER Catherine

### 3.2.3. Direction Territoriale de Namur

Direction Territoriale de Namur  
Avenue Golenveaux, 25 bt 8 (4<sup>ème</sup> étage) – 5000 NAMEN

Dienst	Statuut	Naam Voornaam
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Statutair	VANDERHEYDE Alain
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractueel	BOHAIN Fabienne
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractueel	LONA Christine
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractueel	MARTIN Samuel
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractueel	POLIART Karin
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractueel	SECADES FERNANDEZ Maria-Thérèse

### Service du Brabant Wallon

Service du Brabant Wallon  
Rue de la Station, 17 - 1300 LIMAL

Dienst	Statuut	Naam Voornaam
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractueel	DELAET Nadia
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractueel	FERMIER Florence
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractueel	GROLAUX Geneviève
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractueel	HERBIGNAT Myriam
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractueel	JACOB Yves
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractueel	LEFEVERE Bénédicte
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractueel	SCIAMANNA Stéphanie
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractueel	VAN DER STRAETEN Guy

### Service de Namur

Service de Namur  
Rue Henri Lemaître, 69 – 5000 NAMEN

Dienst	Statuut	Naam Voornaam
SERVICE DE NAMUR	Statutair	GILLARD Christine
SERVICE DE NAMUR	Statutair	PIRAUX Nadine
SERVICE DE NAMUR	Statutair	RENSON Gérald
SERVICE DE NAMUR	Statutair	ROSSIGNON Marc
SERVICE DE NAMUR	Contractueel	BODART Michel
SERVICE DE NAMUR	Contractueel	BOOMS Bernadette
SERVICE DE NAMUR	Contractueel	BROUET Joelle



SERVICE DE NAMUR	Contractueel	MARLET Luc
SERVICE DE NAMUR	Contractueel	VANDEBOS Dominique

**Service de Dinant**

Service de Dinant  
Rue Fétis, 63C Site Remacle – 5500 BOUVIGNES (DINANT)

Dienst	Statuut	Naam Voornaam
SERVICE DE DINANT	Statutair	CREPIN Patricia
SERVICE DE DINANT	Statutair	JACQUEMART Brigitte
SERVICE DE DINANT	Statutair	WOOS Marie-Thérèse
SERVICE DE DINANT	Statutair	DAMBLY Eddy
SERVICE DE DINANT	Contractueel	GRUSELIN Pascale
SERVICE DE DINANT	Contractueel	VANDREPOTTE Claudine
SERVICE DE DINANT	Contractueel	WUIDART Stéphane

**Service du Luxembourg**

Service du Luxembourg  
Rue de la Scierie, 15 – 6800 LIBRAMONT  
Avenue Général Patton, 10 – 6700 AARLEN

Dienst	Statuut	Naam Voornaam
SERVICE DU LUXEMBOURG	Statutair	ARNOULD Marie-Gabrielle
SERVICE DU LUXEMBOURG	Statutair	DEMEUSE Georges
SERVICE DU LUXEMBOURG	Statutair	HANS Nicole
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractueel	ADAM Samuel
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractueel	BARRE Nicolas
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractueel	GOMEZ Christine
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractueel	HENROZ Nadine
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractueel	JACOB Maité
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractueel	LOUIS Corine
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractueel	PAYOT Christelle

3.2.4. Direction Territoriale de Liège

Direction Territoriale de Liège  
Rue du Château Massart, 11 – 4000 LUIK

<b>Dienst</b>	<b>Statuut</b>	<b>Naam Voornaam</b>
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Statutair	FRANSOLET Gilbert
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractueel	BUSSAGLIA Vanessa
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractueel	DELINCE Sabine
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractueel	DUNON Josiane
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractueel	KINON Martine
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractueel	MATHYS Stéphanie
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractueel	SAGLIMBENE Cetty
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractueel	SIMAR Dominique

Service de Verviers

Service de Verviers  
Rue de la Cité, 2 – 4800 VERVIERS

<b>Dienst</b>	<b>Statuut</b>	<b>Naam Voornaam</b>
SERVICE DE VERVIERS	Statutair	CLOES Josiane
SERVICE DE VERVIERS	Statutair	DHEUR Isabelle
SERVICE DE VERVIERS	Statutair	MUYTJENS Alain
SERVICE DE VERVIERS	Contractueel	BRIQUET Nathalie
SERVICE DE VERVIERS	Contractueel	CLOSJANS Marie-Françoise
SERVICE DE VERVIERS	Contractueel	ERMIS Eivéda
SERVICE DE VERVIERS	Contractueel	GOTTARDI Maria-Anna
SERVICE DE VERVIERS	Contractueel	HELMAN Nathalie
SERVICE DE VERVIERS	Contractueel	JOST Mara
SERVICE DE VERVIERS	Contractueel	LEHANCE Christine

**Service de Liège**

Service de Liège  
Rue du Château Massart, 11 – 4000 LUIK

<b>Dienst</b>	<b>Statuut</b>	<b>Naam Voornaam</b>
SERVICE DE LIEGE	Statutair	BALTUS Josiane
SERVICE DE LIEGE	Statutair	DEZAEL Danielle
SERVICE DE LIEGE	Statutair	MATTIUZ Sylvie
SERVICE DE LIEGE	Statutair	SCHILTZ Pierre
SERVICE DE LIEGE	Statutair	THEYS Léontine
SERVICE DE LIEGE	Statutair	ZUPANCIC Marie
SERVICE DE LIEGE	Contractueel	ARDUS Ermilinda
SERVICE DE LIEGE	Contractueel	BERNARD Philippe
SERVICE DE LIEGE	Contractueel	DONCEL Dominique
SERVICE DE LIEGE	Contractueel	GILON Liliane
SERVICE DE LIEGE	Contractueel	MARLAIRE Marjorie
SERVICE DE LIEGE	Contractueel	PEREZ TESTA Genoveva
SERVICE DE LIEGE	Contractueel	RENETTE Pierre
SERVICE DE LIEGE	Contractueel	SCHMIDT Alain
SERVICE DE LIEGE	Contractueel	STASSEN Géraldine
SERVICE DE LIEGE	Contractueel	TAVOLIERI Valérie
SERVICE DE LIEGE	Contractueel	VAN STRATUM Frédéric

**Service de Huy**

Service de Huy  
Avenue des Ardennes, 7/2 – 4500 HUY

<b>Dienst</b>	<b>Statuut</b>	<b>Naam Voornaam</b>
SERVICE DE HUY	Statutair	DEROUA Ghislaine
SERVICE DE HUY	Contractueel	DE LA CRUZ GAUNA Maria Begona
SERVICE DE HUY	Contractueel	DETHIER Yves
SERVICE DE HUY	Contractueel	RENARD Stéphanie
SERVICE DE HUY	Contractueel	URBAIN Michel

## Bijlage 4 : Lijst van het personeel van de centrale dienst

Centrale dienst  
Kunstlaan, 39 – 1040 BRUSSEL

Dienst	Statuut	Naam Voornaam
CENTRALE DIENST	Statutair	CANNEEL Corinne
CENTRALE DIENST	Statutair	CARA Guy
CENTRALE DIENST	Statutair	DESMET Danielle
CENTRALE DIENST	Statutair	DEVILLE Francine
CENTRALE DIENST	Statutair	FOURNIER Bernadette
CENTRALE DIENST	Statutair	FREIHOFF Chantal
CENTRALE DIENST	Statutair	GRUSELIN Claude
CENTRALE DIENST	Statutair	MARTIN Jean-Pierre
CENTRALE DIENST	Statutair	MAUROY Véronique
CENTRALE DIENST	Statutair	MEDTS Monique
CENTRALE DIENST	Statutair	THIBERT Marie-Claire
CENTRALE DIENST	Contractueel	BIERNY Philippe
CENTRALE DIENST	Contractueel	BODART Nadine
CENTRALE DIENST	Contractueel	BRIFFAUT Philippe
CENTRALE DIENST	Contractueel	CANNELLA Giuseppe
CENTRALE DIENST	Contractueel	CARMON Bernard
CENTRALE DIENST	Contractueel	CONSTANTINIDIS Maria
CENTRALE DIENST	Contractueel	DELLOGE Yannick
CENTRALE DIENST	Contractueel	DORIGNAUX Anny
CENTRALE DIENST	Contractueel	DUEZ Nathalie
CENTRALE DIENST	Contractueel	FOCANT Martine
CENTRALE DIENST	Contractueel	JAVELINE Virginie
CENTRALE DIENST	Contractueel	LAPIERRE Vinciane
CENTRALE DIENST	Contractueel	LEDOCQ Véronique
CENTRALE DIENST	Contractueel	NOTHOMB Dominique
CENTRALE DIENST	Contractueel	OTTE Pierre
CENTRALE DIENST	Contractueel	POLITI Stéphanie
CENTRALE DIENST	Contractueel	ROOSE Emmanuel
CENTRALE DIENST	Contractueel	SOMJA Martine
CENTRALE DIENST	Contractueel	SURKYN Ann
CENTRALE DIENST	Contractueel	THISE Annabel
CENTRALE DIENST	Contractueel	VANDERLINDEN Christophe
CENTRALE DIENST	Contractueel	WAGNAIR Véronique
CENTRALE DIENST	Contractueel	WIBAUT Valérie